C★E★R★M★T★R★I
FONDS
LEVY-PRUDHOMMEAUX

JEUDI 2 MARS 1933. — N° 144 PRIX : 0 FR. 50 HEBDOMADAIRE 23 RUE DES VINAIGRIERS.

LA VÉRITÉ

ORGANE DE LA LIGUE COMMUNISTE (OPPOSITION DE GAUCHE)

La résistance des ouvriers roumains provoquée par l'Internationale Communiste ?

Pensez-vous !

...« Il n'y a pas eu de Congrès de l'I. C. depuis 1928 ! »

Paul VAILLANT-COUTURIER
(Humanité du 28 Mars)

Le fascisme instaure la terreur sanglante

Celui qui empêche la constitution du front unique, trahit le prolétariat !

L'I. O. S. a parlé... l'Internationale Communiste se tait

Le déroulement des faits, chacun le connaît. Malheureusement, avec notre *Vérité* hebdomadaire, nous ne parvenons pas à les suivre à un rythme assez rapide.

Le 5 mars se rapprochait. Des élections « normales », c'était pour le fascisme la presque certitude de voir s'affirmer un bloc de près de 15 millions de voix social-démocrates et communistes. Hitler s'est donc ouvertement lancé dans la voie de la Terreur déclarée. *Hitler applique le coup d'Etat continu.* Par une provocation inouïe comme l'incendie du Reichstag allumé par ses propres mains *il met pratiquement le parti communiste hors la loi.* Il frappe en même temps la social-démocratie, car il craint la réalisation d'un bloc social-démocrate-communiste, et il tend une perche aux dirigeants réformistes.

A grands pas, avec une sauvagerie inouïe le fascisme emporte la domination dans ce bloc nazi-nationaliste. Le régime de terreur actuel vaut largement les « expéditions punitives » de Mussolini. Et il s'exerce avec un caractère de masse que n'avait pas connu le fascisme italien. Agressions, assassinats, attaques se succèdent.

Hitler incendie le Reichstag. Ce feu symbolique lui sert à découvrir un complot communiste, à prendre des mesures d'exception. Hindenbourg est dominé. Il signe ce qu'on lui propose. Papen et Hugenberg sont eux aussi tellement assoiffés d'une victoire « électorale » décisive qu'ils suivent d'enthousiasme Hitler — quoique demain, dressé justement sur cette victoire acquise dans le sang, Hitler doive étouffer ses alliés de la coalition. La représentation parlementaire étant pratiquement supprimée, seul le coup d'Etat en permanence assurera la domination du fascisme. Seul le fascisme peut achever ce coup d'Etat continu commencé le 30 janvier.

LE 5 MARS

Toutes les « garanties constitutionnelles » sont suspendues. Les droits « démocratiques » sont jetés à la voirie, plus de presse, plus de réunions ouvrières. Le 5 mars, il n'y aura pas d'élections : Hitler veut *prévenir* tout sursaut des masses ; il organise pour le 5 mars un prébiscite sous la terreur, le vote de chaque homme avec le canon du revolver sur la tempe. La violence, le cynisme inouï des provocations et de la terreur fasciste se mesure à la force de résistance — purement passive et potentielle jusqu'à présent — du prolétariat allemand. Implacablement, Hitler joue son rôle.

L'opposition de gauche n'a cessé de le répéter. *Le fascisme détruira systématiquement les organisations prolétariennes* — toutes, communistes et social-démocrates, même si les dirigeants réformistes trahissent une fois de plus et si les dirigeants centristes capitulent ! Qu'en dites-vous, camarades communistes qui répétiez : Hitler, ça n'est pas pire que Brüning ou Hermann Müller ?

L'ATTITUDE DE LA SOCIAL-DEMOCRATIE

La social-démocratie représente la défense de la *démocratie bourgeoise.* Le fascisme veut la destruction de la démocratie bourgeoise. Leur conflit était inévitable, et doit être d'autant plus aigu que la social-démocratie veut défendre la République de Weimar grâce aux ouvriers.

Sous la violence du choc fasciste, pas un ouvrier réformiste qui ne soit disposé à organiser un front commun avec les communistes, à condition qu'on *commence* par s'entendre avec leurs organisations, de la base au sommet.

Pour la même raison, les chefs sont pris dans l'étau ; ils supplient von Papen de reconnaître leurs bons et loyaux services envers l'Etat allemand — et en même temps ils adressent au P. C. des propositions formelles d'entente commune. Moyennant une tactique communiste juste, on pouvait, on peut encore accélérer à un rythme très rapide le passage des masses social-démocrates dans le camp révolutionnaire.

Chaque heure qui passe accule les dirigeants réformistes, et ouvre les yeux à l'ouvrier social démocrate, *si l'on sait lui parler !*

LE REFOULEMENT DU P. C.

La tragique situation du P. C. A. doit attirer l'attention de tous. MM. les bravaches Péri ou Ferrat peuvent pousser des cris cyniques pour tromper les ouvriers français, mais rien ne cachera cette réalité : Staline a mené le P. C. A. à l'écrasement. *Le P. C. A. disparaît de la scène politique.* La direction entière est arrêtée ; et parmi elle Thaelmann. On a même appris — ce qui est confirmé par l'*Huma* du 2 mars — que Torgler s'était rendu à la police avec un avocat, pour se disculper d'avoir mis le feu au Reichstag Les cadres sont systématiquement emprisonnés. Tous les locaux révolutionnaires sont fermés. La croix gammée flotte sur notre maison Karl Liebknecht. La presse est toute entière interdite. Voilà où est réduit le P. C. A., l'orgueil de l'I. C., que Staline a livré pieds et poings liés à Hitler !

LE MANIFESTE ELECTORAL DU P. C. A.

La *Correspondance Internationale* vient de publier le manifeste électoral — distribué illégalement — du P. C. A. C'est une creuse lamentation, sans perspective et sans plan ; toutes les erreurs anciennes y sont répétées à plaisir. On y lit des vantardises dans ce genre : « Devant cette trahison (social-démocrate) nous, communistes, au moment de la prise du pouvoir par le fascisme hitlérien, nous élevons d'autant plus haut notre étendard marxiste, l'étendard de la dictature prolétarienne, de la lutte de classe implacable contre l'exploitation capitaliste et contre la guerre impérialiste. » Mais en quoi cela correspond-il aux faits ?

POUR LE FRONT UNIQUE !

L'incohérence la plus complète continue à se manifester dans le P. C. A. sur la question du front unique. MM. les bureaucrates poussent des cris hystériques, mais ils se contredisent eux-mêmes à chaque pas, dans une véritable panique. Le 2 mars Ferrat écrit dans l'*Huma* son article d'inconscient dans lequel on lit, à propos de la lettre de Wels à von Papen : « *...Et ces gens-là osent parler d'unité d'action contre le fascisme ? Ce sont leurs collègues de France qui osent parler de front unique « sincère » ! ! ! ENTRE PARTI SOCIALISTE ET PARTI COMMUNISTE pour lutter contre le fascisme* » »...

Mais M. Ferrat n'a même pas lu son *propre journal !* Page 4 (*Huma* du 2 mars), on lit à propos d'une déclaration du Comité central du P. C. A. : « Le P. C. A. fait appel à l'ensemble de la classe ouvrière allemande pour qu'elle réponde à tous ces événements par une série de mesures, surtout dans les entreprises, aux bureaux de placement, etc... *Dans l'intérêt d'une réalisation immédiate de ces mesures* LE PARTI COMMUNISTE S'EST ADRESSE AU PARTI SOCIAL-DEMOCRATE, *à la C. G. T. réformiste, à l'organisation de la Bannière du Reich et à toutes les organisations ouvrières pour qu'elles mettent immédiatement* LEURS FORCES EN COMMUN *dans le but de réaliser la tâche centrale actuelle, que la déclaration indique avec précision.* »

Alors ?

Le centrisme stalinien n'est-il pas justement une machine à créer la confusion dans les cerveaux ?

Ce n'est pas seulement à l'échelle nationale, mais internationale, que l'I. C. doit reprendre une action réelle de front unique. Pas du bout des lèvres. *Il faut répondre au manifeste de Wels.* La situation est grave. Celui qui empêche la réalisation du bloc de classe, celui-là est le fourrier de la victoire fasciste.

LITVINOV A BERLIN

Tous les journaux du 2 mars sauf l'*Humanité*, apprennent que *Litvinov est arrivé à Berlin...* pour « dissiper les craintes au sujet de l'alliance franco-russe ». Ainsi, au moment précis où Hitler fait couler le sang ouvrier dans toute l'Allemagne, Staline n'a rien de plus pressé à faire que d'envoyer son préposé aux affaires étrangères discuter avec Papen et Hitler. Mais ce dont le prolétariat allemand et russe a besoin immédiatement, ce n'est pas des négociations de coulisse entre Litvinov sur les traités divers qui ont été conclus entre l'U. R. S. S. et l'Allemagne, c'est de pourparlers au grand jour avec les organisations réformistes pour organiser la résistance contre le fascisme. Il faut que cette question soit posée partout, avec force. L'heure ne permet plus les atermoiements.

GUERRE CIVILE

Du côté d'Hitler, l'organisation de la guerre civile est systématique, malgré la censure la presse qui sévit, les journaux sont pleins d'énumérations expressives. La police fasciste est partout sur le pied de guerre. En Prusse, en Thuringe, Oldenbourg, Mecklenbourg. **Toute la presse** communiste est interdite. Tels sont les faits.

Pour l'instant, c'est le baillonnement du **parti communiste.** Mais dans la guerre civile, le **prolétariat** entrera en action, quelle que soit la tactique de son avant-garde, le P.C. Nous avons déjà averti que le fascisme allemand ne réaliserait pas sa tâche ni en 1 ni en 10 jours. Il lui faudra de longs mois. Dans ces mois, le fascisme lui aussi joue sa carte. Dans le sang qu'il fait couler, il peut lui-même trébucher, il faut avoir clairement conscience de cela : le fascisme allemand veut des **hécatombes** de victimes. Il veut la paix du cimetière. C'est sa perspective inéluctable. Il faut chasser comme de misérables trompeurs ceux qui disent que le régime d'Hitler n'est pas différent de celui de Brüning et de Severing. Il est profondément différent car il ne veut pas seulement affamer et mâter la classe ouvrière, il veut l'assassiner en masse.

Toutes les forces doivent être dressées : il faut organiser la défense contre le fascisme, il faut préparer les masses, par une résistance active, acharnée, dans un front unique solidement lié **des organisations** ouvrières, à renverser le fascisme.

L'INTERNATIONAL COMMUNISTE EST MUETTE !

Le scandale inouï du silence de l'I. C. se prolonge ! Chaque communiste est dévoré de honte devant ce silence. L'I.O.S. a parlé. Son appel nous offrait l'occasion magnifique de mettre la social-démocratie au pied du mur, et de gagner ainsi la confiance de tous ceux qui la suivent. Mais l'I.C. continue à se taire !

Un aveu de Vaillant-Couturier, que nous reproduisons en manchette semble que l'I.C. se tait volontairement. Pour les mêmes raisons on ne convoque pas le **Congrès indispensable de l'IC.**

Cet état de choses prolongé équivaut à une abdication.

L'OPPOSITION DE GAUCHE SOUS LA REPRESSION

La **Permanente Révolution** de nos camarades allemands a été interdite avec toute la presse communiste. De nombreuses expulsions de camarades étrangers ont été opérées. Dans plusieurs réunions, la police est survenue, revolver au poing, et a séquestré temporairement tous les participants. Isolés par la continuelle politique centriste nos camarades continuent vaillamment la lutte. Quelle réponse à la poignée des misérables capitulards qui justifiaient il y a un mois la ligne de Staline !

SERRONS LES RANGS !

Dans cette crise profonde, l'opposition internationale doit serrer les rangs autour de nos camarades allemands et mener une campagne internationale infatigable pour une politique juste en Allemagne. Il faut combattre dans toutes les assemblées ouvrières pour la réalisation du front unique, pour la constitution de comités de soutien. Faites adopter des résolutions et envoyez-les nous !

Une souscription internationale pour l'Opposition Allemande

A tous nos lecteurs, à tous nos amis, nous demandons de nous envoyer rapidement le montant de leur souscription, qui viendra s'ajouter aux versements de nos organisations !

Faites-le sans tarder, dès cette semaine.

Adressez les fonds à La Vérité.

PREMIERE LISTE

Aucheur, 10. — J. Serge (Londres), 5. — Doudain, 35. — Savall, 60. — Rimbert, 100. — Naville, 100. — S. Weil, 200. — E. N., 30. — R. M., 100.

Total de la première liste : 640 francs.

Crise budgétaire et crise socialiste

Daladier est parvenu à faire voter son budget par le Sénat et par la Chambre. En fin de compte, c'est une cote mal taillée entre les prétentions de la grande bourgeoisie et l'appréhension des « alliés » socialistes. Et l'opération se solde par un renforcement de la droite, qui a voté en bloc contre le ministère et un désarroi écrasant chez les socialistes et chez les radicaux eux-mêmes.

La crise est ouverte. Le groupe parlementaire socialiste s'est divisé, 23 députés ayant voté contre le Gouvernement. Une hostilité réelle se fait jour dans les plus importantes sections socialistes contre la politique de soutien. Nul doute que, devant la crise qui s'élargira en France, devant l'instauration du fascisme en Allemagne, les socialistes craignent de partager ouvertement les responsabilités du pouvoir — même par le soutien — devant les masses ouvrières.

Pour aujourd'hui — nous reviendrons longuement là-dessus [illegible] — la place nous faisant défaut aujourd'hui — nous nous bornerons à souligner que la crise socialiste justifie pleinement notre position sur le front unique. Il y a quinze jours, nous écrivions : « Par cette voie (le front unique proposé aux organisations), les ouvriers réformistes placeront leurs chefs devant le dilemme suivant : ou le front unique avec Daladier contre la classe ouvrière, ou le front unique proposé par les communistes. » Si le P.C. avait suivi cette voie, la rupture du groupe parlementaire socialiste apparaîtrait à tous comme une victoire communiste.

Au contraire, dans les circonstances présentes, elle ne profitera en rien au parti, qui sombre dans la platitude, et qui s'apprête à recommencer, si nous ne l'en empêchons ; la même expérience tragique qu'en Allemagne. Comme en Allemagne, la tactique centriste de refus du front unique ne fait pas gagner en puissance le P.C., empêche les travailleurs social-démocrates de venir vers le P.C.

Tout un courant se dessine dans le parti socialiste — à la lueur de l'expérience allemande — en faveur du front unique. Il faut *s'en servir.* Les bureaucrates centristes, au contraire, crachent dessus. Au moment où s'ouvre cette crise dans le camp réformiste, le Cartel unitaire a délibérément brisé le début de front unique constitué avec les fédérations confédérées ! Résultat : la soi-disante journée de manifestations « sous la direction unitaire » a été un fiasco complet. Une fois de plus, on jette le désarroi dans les rangs révolutionnaires, on renforce les positions des dirigeants réformistes.

Il faut changer cela. C'est la tâche urgente. Partout, il faut poser la question : les bureaucrates staliniens veulent-ils recommencer ce qu'ils ont fait en Allemagne ? Veulent-ils ici aussi éterniser l'emprise des dirigeants réformistes sur la classe ouvrière ? Veulent-ils même la renforcer ? Veulent-ils livrer le parti à la faillite ? — S'ils veulent cela — qu'ils continuent. Ils travaillent bien !

Et nous redemandons : qu'est devenu le ridicule « contre-projet de budget du parti ? — Si on l'a laissé tomber, pourquoi ne le remplace-t-on pas par un programme d'action de front unique (extra-parlementaire et parlementaire), proposé au parti socialiste et comportant une série de mesures en faveur de la classe ouvrière ? C'est pourtant la voie où il faut s'engager.

L. TROTSKY

L'ARMÉE ROUGE

Pour l'anniversaire de l'Armée rouge, nous reproduisons ci-dessous l'article écrit par Trotsky et qui parut dans « l'Annuaire du Travail », publication officielle de l'Internationale communiste, en 1923.

A cette époque, à qui donc aurait-on songé à demander un article résumant ce qui avait été et ce que devait être l'Armée Rouge,, sinon à son créateur, à son chef, à notre camarade TROTSKY ?

En publiant ces pages nous adressons dans cette période anniversaire, le salut de l'avant-garde ouvrière française à « l'organisateur de la Victoire », LEON-DAVIDOVITCH TROTSKY.

Les questions relatives à la création d'une force armée révolutionnaire ont une énorme importance pour les partis communistes de tous les pays. Négliger ces questions — et à plus forte raison, les résoudre négativement, à l'aide d'une phraséologie humanitaire et pacifiste — serait un véritable crime. Ceux qui déclarent que toute violence, la violence révolutionnaire incluse, est un mal, que les communistes ne doivent par conséquent pas « glorifier » la lutte armée et l'armée révolutionnaire, professent une philosophie digne des quakers et des vieilles filles de l'Armée du Salut. Tolérer une telle propagande au sein du Parti communiste, c'est comme si on autorisait une propagande tolstoïenne dans la garnison d'une forteresse assiégée. Qui veut la fin veut les moyens. La violence révolutionnaire est le seul moyen par lequel on peut atteindre l'émancipation des masses travailleuses.

Dès la prise du pouvoir par le prolétariat, la violence révolutionnaire s'exerce par l'armée organisée. l'héroïsme d'un jeune ouvrier qui meurt sur la première barricade de la révolution naissante, ne diffère en rien de l'héroïsme du soldat rouge qui meurt sur un des fronts de la révolution arrivée au pouvoir. Ce sont seulement les imbéciles sentimentaux qui s'imaginent que le prolétariat des Etats capitalistes court le risque d'exagérer le rôle de la violence révolutionnaire et celui de cultiver excessivement les méthodes du terrorisme révolutionaire. C'est, au contraire, la juste compréhension de l'importance du rôle émancipateur de la violence révolutionnaire qui manqua à la classe ouvrière. Et c'est précisément pour cela qu'elle est restée en esclavage jusqu'à présent. La propagande pacifiste parmi les ouvriers ne fait qu'affaiblir la volonté de la masse ouvrière et que consolider les violences de la contre-révolution armée jusqu'aux dents.

Avant la révolution, notre parti avait une organisation militaire autonome qui poursuivait deux buts : 1° faire une propagande révolutionnaire dans l'armée rouge ; 2° préparer d'avance, dans l'armée même, les points d'appui pour un coup d'état. Comme l'excitation révolutionnaire gagna l'armée dans son ensemble, le rôle purement organisateur de nos cellules bolchevistes dans les régiments ne fut pas très remarqué. Mais, en fait, n'en était pas moins très considérable, car c'est au moyen de ces cellules que se fit la sélection des militants, peu nombreux, mais réels, dont l'importance est si grande aux moments critiques. Pendant la révolution d'Octobre, jouèrent leurs rôles comme commandants, comme commissaires des unités militaires, etc... nous les verrons plus tard comme organisateurs dans la Garde rouge et dans l'Armée rouge.

C'est la guerre qui, de façon immédiate suscita la Révolution. La révolution exigea, avant tout, la cessation de la guerre et fut suivie d'une grande fatigue et d'un grand dégoût de la guerre (le mot d'ordre de la révolution fut la cessation de la guerre, son phénomène concomitant fut la fatigue et le dégoût de la guerre). D'autre part, la Révolution elle-même fit naître de nouveaux dangers de guerre qui devenaient de plus en plus grands. De là l'extrême faiblesse de la Révolution à l'extérieur, au cours de la première période.

Les pourparlers de Brest-Litovsk montrèrent à quel point la Révolution était privée de défense. En Russie, personne ne voulait faire la guerre, tous parlaient de paix. Les paysans se tournaient vers la terre, les ouvriers s'organisaient et mettaient la main sur l'industrie.

C'est de là que provient la grandiose expérience pacifique de Brest-Litosvk. La République soviétique déclara qu'elle ne pouvait pas signer un traité fondé sur la violence, mais qu'elle ne ferait pas la guerre non plus et décréta la démobilisation de l'armée. C'était une politique dangereuse, mais elle fut imposée par la situation générale. Les Allemands reprirent l'offensive et cette offensive devint le point de départ d'une crise profonde dans la conscience des masses populaires russes : elles comprirent qu'il fallait se défendre, les armes à la main. Notre déclaration pacifique apporta dans l'armée des Hohenzollern un ferment de dissolution. L'offensive du général Hoffmann nous détermina à nous mettre sérieusement au travail de création de l'Armée Rouge.

Suite page 3.

NOTRE CAMPAGNE DE MEETINGS
LE FASCISME EN ALLEMAGNE — LA SITUATION EN FRANCE

Réunion Publique et Contradictoire

***Vendredi 3 mars,* à 20 h. 30**
Café du Trône, rue de Vanves (près de l'avenue du Maine)

REUNION PUBLIQUE DU XIIIe
Jeudi 9 mars, 20 h. 30
1, rue de Tolbiac. — Métro : Tolbiac.
Salle symphorien

AVIS TRES IMPORTANT

Nous prions instamment tous nos lecteurs, abonnés, dépositaires et correspondants de NE PLUS SE SERVIR DE NOTRE COMPTE-CHEQUE POSTAL ACTUEL.

Tous ces camarades sont priés d'envoyer les fonds, jusqu'à nouvel ordre, en mandats-poste au nom de P. Naville.

VIe Congrès du P. C. de Pologne et l'opposition

La terrible crise qui secoue le régime capitaliste en son entier a frappé avec une force redoublée les pays ayant une structure économique extrêmement faible.

La Pologne fasciste est un des pays les plus minés par la crise mondiale. Une industrie ne pouvant concurrencer les pays mieux équipés (surtout Allemagne), les relations commerciales avec l'U.R.S.S. très limitées (bien qu'ils aient eu dernièrement une tendance à se développer), une crise agricole provoquée par la baisse catastrophique des prix des produits agricoles ruinant la majorité des paysans pauvres, moyens et même des Koulaks, leur endettement aggravé par les impôts colossaux destinés à couvrir les armements (à peu près 40 % du budget est consacré aux dépenses militaires et à la police), la paupérisation des couches moyennes, le chômage permanent de la majeure partie du prolétariat polonais, dont la bonne partie ne touche pas de secours et est réduite à la mendicité, la famine qui sévit dans beaucoup de régions (avouée même par la presse gouvernementale, voir les enquêtes de l'I.K.C. de Cracovie), le mécontentement qui a gagné pas seulement les ouvriers, paysans, petits bourgeois, mais même les fonctionnaires d'Etat et fonctionnaires communaux (l'administration n'arrive pas à payer les appointements), etc., etc.

Si on ajoute à cela le désarroi dans le camp fasciste même, l'oppression nationale en Ukraine et Russie blanche occidentale, on obtient un tableau encore incomplet de la situation dans laquelle se débat la Pologne de Pilsudski dans la septième année de la dictature fasciste.

Le régime ne se maintient que grâce à la terreur sanglante (la potence et les cours martiales fonctionnent sans interruption) et aux emprunts étrangers, que la bourgeoisie polonaise ayant une réputation de mauvais payeur obtient d'ailleurs difficilement et à un taux usuraire.

Cette situation objective crée des conditions extrêmement favorables pour la propagande du P.C. Malheureusement, le P.C. Polonais retarde sur la situation objective et n'arrive pas à diriger les masses dans leur lutte contre la dictature.

Le VIe Congrès du P.C. de P. représenté par la presse stalinienne comme une nouvelle étape de la « *bolchevisation et de la consolidation du Comité Central avec le camarade Lenski à la tête* », nous fournit une nouvelle preuve de la bureaucratisation du parti.

La manière dont a été préparé le Congrès est une violation manifeste du statut de l'I.C., et des principes du centralisme démocratique. Non seulement les cellules et la base du parti, mais même les cadres dirigeants ignoraient la convocation du Congrès. En réalité, le VIe Congrès n'a été qu'une assemblée du C.C. élargie aux 20 « délégués » nommés par lui.

Il est clair que dans ces conditions aucune discussion n'a eu lieu au préalable. Le Comité Central a prouvé ainsi qu'il considère le Parti comme un simple appendice à l'appareil bureaucratique. Ce qu'il y a des plus scandaleux, c'est que ce singulier « Congrès » se déclara autorisé à adopter le programme du P.C.P. qui sanctionne les opinions du groupe dirigeant et condamne ceux de l'opposition comme « ennemies du Parti ».

Il ne faut pas s'étonner que dans ces conditions le congrès se soit déroulé sous le signe de la confiance illimitée au C.C. « avec le camarade Lenski en tête ». Pour la première fois dans l'histoire du P.C.P. on a introduit dans une résolution ce ton de servilité envers le « chef ».

Ce fait n'est pas accidentel. Plus la bureaucratie se révèle incapable, plus son autorité diminue, plus elle a besoin de le remplacer par les méthodes mécaniques.

Le VIe Congrès s'est déroulé sous le signe de la lutte contre l'opposition. La résolution politique consacre à l'opposition un chapitre. Le niveau de la polémique contre l'opposition est le même que celui du fameux article d'Albert sur les « Trotzkistes-Kostrzevistes ». Au lieu d'arguments, nous trouvons des injures et des calomnies. La nouvelle invention du C.C. est que: « l'opposition considère le P.P.S. (Parti Socialiste Polonais) comme une force objectivement révolutionnaire ». Le C.C. a besoin de ces calomnies pour déclarer ensuite que l'Opposition est une « agence du social-fascisme », etc.

« *Par la même occasion* — écrivent les oppositionnels polonais dans le numéro de janvier-février de leur organe « *Mysl Komunistyczne* » (*La Pensée Communiste*) — *Le VIe Congrès a loyalement approuvé l'exclusion du P.C. de l'U.R.S.S. du groupe des oppositionnels : Rioutine, Zinoviev, Kamenev et autres, lequel est considéré comme un « groupe contre-révolutionnaire », formé pour lutter contre la dictature du prolétariat. Nous ne connaissons pas les opinions de ce groupe. S'il est vrai qu'il luttait pour la restauration du capitalisme, alors il fallait le déférer devant un tribunal révolutionnaire et le démasquer devant l'ensemble du prolétariat. On n'a pas fait cela. Les opinions de Zinoviev et Kamenev, les élèves les plus proches de Lénine, n'ont pas été communiquées publiquement. Dans ces conditions, l'accusation de tendre à la restauration du capitalisme ne peut pas être prise au sérieux, surtout soutenue par la bureaucratie.* »

L'appréciation générale de la situation économique en Pologne est la répétition des formulations précédentes de l'I.C. et du C.C. Nous y trouvons « la fin de la stabilisation », l'affirmation que « la Pologne va directement vers une crise révolutionnaire », et comme conclusion « la croissance des prémisses révolutionnaires ». Toutes ces formulations peuvent être interprétées de trente-six manières. En tous cas, nous devons constater que l'analyse actuelle est plus près de la réalité, et que nous ne trouvons plus de phrases aventuristes sur « l'insurrection armée comme perspective immédiate », etc. C'est un des résultats de la critique de l'Opposition.

Appréciant la politique du P.P.S., le VIe Congrès dit que c'est la « dernière réserve de la bourgeoisie » qui se sert des mots d'ordre démocratiques et même radicaux. Si le P.P.S. est une réserve de la bourgeoisie prise dans son ensemble, mais pas du fascisme, par conséquent son rôle ne consiste pas dans la défense du fascisme qui est au pouvoir, mais dans celle de la bourgeoisie sous le paravent de la lutte pour la démocratie bourgeoise.

Mais les auteurs des résolutions confirment la théorie du social-fascisme et expliquent tous les conflits entre le P. P. S. et le Gouvernement comme des « manœuvres ». La grève du 16 mars qui était justement un de ses conflits est considérée comme un « moyen préventif ». Il n'y a pas à s'étonner que cette grève ait « surpris » le Parti, comme l'a reconnu Lenski dans son article dans la *Correspondance Internationale* du 22 décembre.

Dans la question du front unique on maintient la sacro-sainte formule « par en bas ». Aux arguments de l'opposition en faveur de la politique du front unique léniniste, on oppose les inventions sur les « blocs », etc. Le mot d'ordre stratégique de formation des Soviets tombe dans le vide faute de la tactique du front unique. Celui qui rejette la tactique du front unique d'organisation à organisation rend impossible la formation des Soviets.

La résolution sur les luttes économiques parle du « rôle dirigeant du parti dans les luttes économiques », répétant les vantardises connues. Est-ce qu'il ne serait pas plus utile d'étudier les raisons pour lesquelles « le rôle dirigeant » effectif appartenait dans les grèves les plus importantes aux social-patriotes, même dans les régions où nous avons une prépondérance politique (le Bassin de Dombrova) ?

La résolution sur le travail syndical parle de la nécessité de formation des syndicats révolutionnaires et de l'opposition syndicale, mais elle ne précise pas si les « syndicats révolutionnaires » cela doit signifier les syndicats indépendants ou seulement l'opposition syndicale à l'intérieur des syndicats réformistes.

Les oppositionnels polonais résument de la façon suivante les résultats de « l'autocritique » du Congrès (*Mysl Komunistyczna*, janvier-février 1933) :

Dans la préface aux « résolutions du Congrès on dit que le Parti joue de plus en plus le rôle de l'avant-garde du prolétariat, de chef et d'organisateur des masses exploitées de la paysannerie et des peuples opprimés, grâce à la ligne, théorie et pratique léniniste et la fermeté bolcheviste de ses rangs ». Mais, est-ce que la réalité de la lutte des classes en Pologne concorde avec cette fanfaronade du VIe Congrès ? A notre avis, malheureusement pas. Le trait dominant de la situation en Pologne est précisément le fait qu'en face d'une crise catastrophique de l'économie capitaliste et de l'effervescence des masses ouvrières et paysannes, le parti communiste n'est pas assez fort et lié aux masses pour profiter des conditions favorables. Il y a une disproportion entre les possibilités objectives révolutionnaires et le facteur subjectif. Autrement dit : le P.C.P. cesse de plus en plus de jouer le rôle de l'avant-garde. Et ce fait indubitable prouve la fausseté de la seconde partie de la phrase, sur la soi-disante théorie et pratique léniniste du Parti. Les résolutions du Congrès énumèrent ensuite les points faibles dans le travail du Parti. « L'effort organisé du parti pour prendre la direction et pour l'élargissement du mouvement des chômeurs est trop faible. Le gros des chômeurs n'est pas encore entraîné dans la lutte ». « Le rythme de décomposition du socialfascisme et du populo-foscisme ne correspondent pas au développement du mouvement révolutionnaire du prolétariat ». « Les plus faibles secteurs du front gréviste ce sont les métallurgistes et les cheminots ». « Le travail dans l'armée — malgré certains succès — est très faible ». « La plupart des Comités d'usine se trouvent dans les mains des social-fascistes ». « Dans les luttes revendicatives des paysans, notre parti n'est pas encore la force dirigeante ». « Le retard du parti sur le mouvement spontané de ces luttes est le plus grand dans campagnes polonaises ».

« Mais aussi dans l'Ukraine et la Russie Blanche Occidentale, le parti est, comme il ressort des résolutions, détaché des mouvemnts spontanés de paysans et ne réagit pas même par la mobilisation du prolétariat. La résolution constate « le retard (lire l'inexistence) du parti dans le domaine de la direction des grèves dans l'Ukraine et la Russie Blanche Occidentale ». Donc les tâches principales du Ve Congrès ne sont pas avancées.

Les métallurgistes, les cheminots, l'armée, les chômeurs, la campagne polonaise, le mouvement national-libérateur, tout cela ce sont les secteurs les plus importants de notre travail du parti. Les « succès » constatés restent soit dans l'imagination (le rôle dirigeant du parti dans les grèves) ou peu sûrs (comme le doublement des effectifs sans un renforcement parallèle de liaison avec les masses, surtout avec le prolétariat industriel). Tout cela contredit l'optimisme insouciant des bureaucrates et confirme la justesse de notre point de vue, que la faiblesse du parti au moment où les conditions sont favorables est due à la fausse ligne politique de la direction actuelle du P.C.P. La direction du P.C.P. dans les résolutions du Congrès nous donne un exemple de « l'autocritique » bureaucratique : la ligne politique est maintenue et la responsabilité des insuccès est rejetée sur le dos des cadres qui réalisent la ligne de la direction ».

La nouvelle opposition, le seul groupe qui s'oppose d'une façon sérieuse à la politique stalinienne, a engagé en Pologne une lutte pour le retour à la stratégie et la tactique léniniste.

Dans leur appel après la prise du pouvoir par Hitler, ils s'adressent aux membres du P.C.P. et des J.C. de Pologne en termes suivants :

« Camarades, membres du parti ! L'Internationalisme prolétarien n'est pas pour nous — communistes — une phrase vaine mais une réalité vivante. Notre parti est un parti mondial. Le sort du P.C. d'Allemagne est notre propre sort. Nous, communistes de Pologne, avons le droit et le devoir de dire à notre parti frère allemand ce que nous pensons de sa politique. Nous avons le droit et le devoir de l'avertir devant les conséquences de ses fautes et lui indiquer la voie juste. Camarades ! Accomplissez votre devoir révolutionnaire. Que chacun de vous prenne la parole dans son comité, que chacun avertisse la direction sur son terrain de travail dans sa cellule, que le parti à la dernière heure fasse une pression sur le P.C.A. pour qu'il change sa politique catastrophique.

Camarades ! Le sort du prolétariat allemand est votre propre sort !

La victoire du fascisme en Allemagne renforcera la réaction noire dans le monde entier et menacera directement l'existence de l'Union Soviétique et de l'Internationale Communiste.

Le triomphe d'Hitler en Allemagne sera pour Pilsudsky un signal de resserrer plus fortement encore le nœud coulant du chômage, de la misère, des cours martiales et de la pacification! »

Et inversement : le triomphe du prolétariat allemand sera votre triomphe à tous.

La victoire de la révolution en Allemagne donnera la victoire au prolétariat en Europe ! Camarades ! Vous pouvez être placés bientôt devant les responsabilités colossales. Soyez prêts à la défense du prolétariat allemand ! Soyez prêts à la défense de l'U.R.S.S. ! »

Les fourriers d'Hitler

Sous ce titre Jacques Duclos dans l'*Huma* du 19-2-33 essaie de démontrer que le traité de Versailles, imposé et défendu par la France, est avec la social-démocratie allemande le responsable de la venue d'Hitler au pouvoir.

Les privations imposées par le tribut de Versailles ont permis à Hitler de développer sa démagogie nationale de se présenter comme le libérateur de l'Allemagne.

Les trahisons de la social-démocratie ont fait le reste.

On pourrait conclure de cela que si le traité de Versailles n'avait pas existé ou si plus libéral, il avait contenu les propositions de Wilson, « paix sans annexion ni indemnité » la situation ne serait pas la même ; le peuple allemand serait moins écrasé, sa situation serait meilleure et au lieu de la dictature fasciste nous aurions là-bas un bon régime démocratique.

La conclusion de Duclos, c'est que les travailleurs français doivent lutter contre le carcan de Versailles pour enlever au chancelier du Reich son principal atout, l'argument de la libération du peuple allemand.

Je ne partage pas l'argumentation de Duclos.

La venue d'Hitler au pouvoir est le fruit d'une part, de la situation révolutionnaire créée en Allemagne par le système de Versailles, de la trahison de la social-démocratie d'autre part, et de l'incapacité du parti communiste allemand d'entraîner les larges masses ouvrières derrière son programme, de son incapacité également d'entraîner, de neutraliser, ou de désagréger les classes moyennes enragées à la suite de leur ruine. D'un côté division et manque de confiance du prolétariat dans son parti de classe, de l'autre, rassemblement des classes moyennes paupérisées sous le drapeau d'Hitler.

Dans ces conditions, le parti communiste aurait dû, par une politique ferme et habile de front unique rassembler les masses ouvrières qui sentent la nécessité de la lutte, l'impossibilité de ne pas lutter, derrière des mots d'ordre clairs, correspondant à la situation du moment.

Une telle politique aurait eu une influence très grande sur des classes moyennes instables, toujours prêtes à se jeter dans les bras du plus fort, et le parti communiste serait capable d'engager une action indépendante pour sa libération en brisant le joug de son capitalisme et du traité de Versailles.

Dans ces conditions notre parti paraîtrait comme le libérateur du peuple allemand ; Hitler n'aurait pas cet atout, notre parti le lui aurait enlevé.

Il ne pourrait plus avoir derrière lui que la grande bourgeoisie et quelques déclassés, force insuffisante pour contrebalancer la révolution montante.

La social démocratie de son côté ferait peut-être beaucoup de bruit, mais aurait perdu ses possibilités de neutralisation de la classe ouvrière.

Tant que la social-démocratie influencera une partie assez importante de la classe ouvrière, c'est la classe tout entière qui sera neutralisée par suite de son impuissance.

On ne s'explique pas, sinon par les fautes commises, que ce soit le parti le plus férocement réactionnaire qui profite d'une situation révolutionnaire.

Le traité de Versailles est un des éléments de la situation révolutionnaire de l'Allemagne; il ne s'agit pas de s'en féliciter ni de le déplorer ; nous ne sommes pas responsables de son existence.

La bourgeoisie, malgré elle, et contre elle crée des situations révolutionnaires ; notre rôle c'est de les exploiter.

Si par notre pression sur nos dirigeants, nous obligions seulement ces derniers à abroger le traité de Versailles, en libérant la classe ouvrière allemande de son carcan, nous remplirions le même rôle que le capitalisme américain en 1923.

Nous aiderions à une stabilisation provisoire du capitalisme allemand.

Ce serait une fois de plus une occasion révolutionnaire de perdue.

Nous devons aider le prolétariat allemand à se libérer de sa bourgeoisie, nous devons l'aider à franchir triomphalement l'étape qui est ouverte.

Nous devons empêcher notre bourgeoisie d'entraver sa libération.

Si la classe ouvrière allemande brise l'étreinte d'Hitler, établit sa dictature, le traité de Versailles tombera en poussière ; le mot d'ordre « Défense de la révolution allemande » doit pour cela être placé au tout premier plan.

Duclos n'en parle pas.

S. D.

PENDANT QU'ON CHASSE LES OPPOSITIONNELS

Le P. C. Espagnol fusionne avec le Parti Socialiste Révolutionnaire

Une nouvelle d'importance ! Le P. C. d'Espagne, qui compte 2 ou 3.000 membres, vient de « recevoir dans son sein » le Parti Socialiste Révolutionnaire »... qui en compte 8.000 !

Appelons les choses par leur nom ; le P. C. d'Espagne a marché de crise en crise, il a chassé de son sein l'opposition de gauche, il s'est séparé du groupe droitier de Maurin. Enfin, il a chassé, sur l'ordre de Moscou son Bureau politique entier (Bullejos-Adame-Trilla). Il vient de faire un nouveau pas en fusionnant avec le Parti Socialiste révolutionnaire de Balbontin.

Ce « parti », dirigé par ceu xqu'en Espagne on nomme les **Jabaliès** (sangliers) Balbontin et Cie, s'appuie en partie sur le radicalisme bourgeois, en partie sur les couches paysannes misérables et les milieux anarchistes. Il dispose d'une feuille à large diffusion, **La Tierra**, véritable brulôt démagogique. M. Balbontin, son chef, aventurier notoire, est député. Il a été, paraît-il, conquis par Staline et s'apprête à faire un voyage en U. R. S. S. ! Et le tour est joué.

La faillite misérable du P. C. Espagnol dans la boutique malpropre de M. Balbontin illustre toute une politique. Staline et sa clique rejettent du parti les bolcheviks-léninistes, il fourvoie l'avant-garde révolutionnaire espagnole, et il tombe dans les bras... du fauteuil de député de M. Balbontin. Inutile d'ajouter que M. Balbontin et sa clientèle n'ont rien de commun ni de près ni de loin, avec le communisme. Leur union avec le P. C. est un véritable mariage de monstres, qui ne peut apporter au prolétariat espagnol que d'amères déconvenues.

L'opposition de gauche espagnole doit dénoncer au prolétariat ce glissement ouvert du centrisme sur les positions du radicalisme petit-bourgeois. Pour relever le drapeau du communisme sa première tâche à réaliser reste la publication d'un journal hebdomadaire.

EN GRECE

Le premier journal quotidien de l'opposition de gauche internationale

Nous recevons la nouvelle que le journal de nos camarades grecs **Pali ton Takséon** (La Lutte de classes), qui était bi-hebdomadaire depuis longtemps, est maintenant quotidien.

Par leur dévouement ardent à la cause prolétarienne, nos camarades de Grèce se sont placés au premier rang de la lutte internationale pour les idées de Marx, de Lénine et de Trotsky. Leur influence sur la classe ouvrière est étendue. L'avant-garde prolétarienne les aide et les soutient. Ils parviennent aujourd'hui à ce magnifique résultat : sous la double répression de la bourgeoisie capitaliste qui a jeté des centaines des leurs dans les prisons, et des calomnies et provocations staliniennes, ils publient enfin le premier journal quotidien de l'opposition de gauche internationale.

Nous leur envoyons notre salut le plus fraternel, et nous les aiderons, en faisant connaître leurs luttes au prolétariat français, à marcher vers la victoire.

La rédaction.

Vient de paraître
aux Editions Rieder
L. TROTSKY
HISTOIRE DE LA REVOLUTION RUSSE
Tome I
Un fort volume in-8 : 20 francs.
Nos amis et abonnés peuvent obtenir ce volume en s'adressant à la *Vérité*, 23, rue des Vinaigriers, avec une réduction de 25 %, soit 15 francs.

La situation dans l'émigration italienne

Le tournant de triste mémoire qui a eu des conséquences catastrophiques pour le mouvement communiste en Italie, tournant voulu et réalisé en 1930 par le noyau des bureaucrates petits bourgeois qui dirigent le P. C. I. avec la complicité entière du centre dirigeant de l'I. C. — Staline Manouilski — a coïncidé avec un tournant dans la politique et dans les méthodes d'organisation des groupes de langue italienne, dans les divers pays d'immigration, et particulièrement en France où l'immigration politique italienne est importante et où, avec une action sérieuse de la part des P. C. italien et français (action ayant comme base une juste politique léniniste), on aurait pu créer un réservoir inépuisable d'énergies pour le développement de la lutte contre le fascisme; on aurait pu apporter une aide puissante à l'âpre lutte que mène le prolétariat italien.

Après trois années d'expérience du tournant qu'on a eu le toupet d'appeler « historique », nous croyons nécessaire de faire un bilan et de voir quels ont été les résultats « concrets » obtenus. Il est avant tout nécessaire d'affirmer que pour la réalisation de ce tournant on a appelé aux postes responsables du travail parmi l'immigration une série d'éléments « louches » et « suspects », la plupart n'ayant rien de commun avec la classe ouvrière (des instituteurs n'exerçant pas leur métier, des déclassés, d'authentiques petits bourgeois, etc.) et qui, pour acquérir la confiance de leurs collègues « de classe » et de clan qui dirigent le P. C. I., se sont tracés comme première tâche la lutte contre le « Trotzkysme » et contre les « Trotzkystes ».

Ils ont accompli cette tâche avec soin. En fait, nous avons assisté à une campagne des plus ignobles qui aient été menées dans les sections de l'I. C. contre les camarades de l'opposition de gauche internationale; pendant ces trois années, les colonnes de la *Vie Prolétarienne* étaient pleines d'insultes, de mensonges et de calomnies contre les camarades qui, pendant des années, ont tout sacrifié aux intérêts de leur parti et à ceux de la classe ouvrière. Les Sergio, Pedro, Mari, Lollini, Valentino, Calrotari, Barbière; les « professeurs rouges » ont cherché à se surpasser en lâcheté et en éclaboussant de boue, dans laquelle ils nagent depuis longtemps, le plus proche collaborateur de Lénine : le camarade Trotzky, et les plus anciens camarades du P. C. I. qui ont embrassé les idées de l'opposition bolchevik-léniniste russe, parce qu'elles représentaient la continuation des idées de Lénine, parce qu'elles sont les mêmes idées qui ont constitué la base de la troisième Internationale : de l'Internationale communiste.

Durant ces trois ans, la *Vie Prolétarienne* est passée au service complet de la bureaucratie stalinienne. Sur tous les problèmes qui ont été posés dans cette période devant le prolétariat français, devant l'immigration en général et l'émigration italienne en particulier, la *Vie Prolétarienne* qui devait être l'organe en langue italienne de l'avant-garde prolétarienne, a défendu des positions idéologiques qui n'ont rien de commun avec celles du prolétariat. L'idéologie petite bourgeoisie a pris possession de la *Vie Prolétarienne* et a ouvert une brèche parmi les prolétaires italiens émigrés; les conséquences de l'infiltration de l'idéologie petite bourgeoise dans les rangs des communistes émigrés ne peuvent qu'être funestes si les ouvriers communistes conscients qui militent encore dans les groupes de langue italienne et, par conséquent, dans le P. C. F., ne réagissent avec une grande énergie.

Les groupes de langue italienne dans le P. C. F. ont perdu pendant ces trois ans 50 % de leurs effectifs. Leur activité politique est réduite à zéro, leurs liaisons organiques avec le P. C. F., c'est-à-dire avec le prolétariat français, n'ont qu'un caractère purement administratif. La participation des *camarades italiens* à l'élaboration et à l'application de la politique du P.C.F. est nulle. Jamais, depuis que l'émigration politique italienne a commencé à affluer en France (1920), on n'a assisté à un tel état d'inertie et d'impuissance de la part des communistes italiens organisés. La seule tâche confiée à ces camarades consiste dans l'adoption du *credo stalinien* des ordres du jour contre les camarades de l'opposition de gauche, faute de quoi ils sont exclus du parti et dénoncés comme « contre-révolutionnaire ».

Dans les organisations de masse les conséquences du « tournant » des staliniens sont encore pires.

Comment sont-ils disparus les 20.000 italiens adhérents à la C.G.T.U. en 1928-1929 ? Combien sont-ils maintenant ? Il est très difficile de l'affirmer : ils ne dépassent pas les 5.000 et le chiffre que nous donnons est des plus optimistes.

Les Comités intersyndicaux de langue ou bien sont disparus, ou bien s'ils existent quelque part, ne sont que des organes fantômes. C'est le groupe politique qui, selon les circonstances, se transforme en Comité intersyndical, en groupe du S. R. I. ou deviennent les Comités d'action contre la guerre qui se sont substitués aux Comités prolétariens antifascistes. Sur les chantiers et dans les usines, dans les syndicats, on ne peut pas trouver trace de l'activité des sections ethniques italiennes. Tout a été démoli.

A la même date adhéraient au S. R. I. plus de 3.000 italiens. A combien sont-ils réduits ? Impossible de le savoir. Quelle a été l'activité des groupes italiens du S. R. I. ? Presque nulle. Cette branche de travail a suivi le sort des Comités intersyndicaux et des sections ethniques. Le sectarisme et l'oportunisme stalinien mis en pratique par un noyau d'éléments petits bourgeois et déclassés ont contribués à anéantir aussi pour cet orgnisme toutes possibilités d'action parmi les masses.

Le S. R. I., au lieu être le soutien de toutes les victimes de la réacon capitaliste, a tendance à se transformer en un cercle fermé des bureaucrates centristes et de ceux — dans des formes bien plus restreins — qui sont disposés à accepter les phrases staliniennes sans discuter. A l'appui de notre affmation, nous pourrions apporter des dizaines et des centaines de cas d'ouvriers révolutionnaires italiens victimes du fascisme qui, bien qu'adhérents au P. C., ont été abandonnés à leur sort et se sont vus refuser toute aide pour cette seule raison qu'ils n'étaient pas « persona grata » auprès des « *Nouvelles énergies* » qui sont à la direction des groupes et à la rédaction de *Vie Prolétarienne*

Les Comités prolétariens antifascistes sont morts. Pour mieux dire, ils se sont transformés en Comités d'action contre la guerre par suite du Congrès ultra-opportuniste d'Amsterdam où l'on a sifflé Otzky et applaudi Gandhi, où à côté de Cain on a vu le général « pacifiste » allemand von Schonaich et où Gabriel Péri, l'élu des radicaux socialistes d'Argenteuil, s'est trouvé coude à coude avec le « gôche » du même pas Bergery ?

Il était évident que en tel congrès qui s'est déroulé sur les bases du pacifisme petit bourgeois, ne pouvaient surgir des organes aptes à conduire la lutte contre la guerre sur le terrain révolutionnaire.

Mais les bureaucrates qui dirigent les groupes de langue, appuyés naturellement par les Eréoli et Gandhi, du P. C. I., se sont trouvés à leur aise dans ce marge qui correspondait à leur idéologie. D'emblée ils ont liquidé les C. P. A. pour y substituer les opportunistes, comités d'action contre la guerre en faisant appel en même temps aux autres courants politiques italiens qui se meuvent dans l'immigration pour participer à des organismes. En quelques localités de France, ces comités ont été créés avec la participation des maximalistes, de quelques anarchistes et de deux — nous disons deux — réformistes qui en quelques jours, pas pour des raisons politiques certes, ce sont transformés de social-démocrates en « sympathisants communistes ».

Pendant quelques mois ces comités ont vécu en discutaillant sans pouvoir mener aucune action sérieuse; après commencèrent à l'intérieur de ces comités des dissions et les staliniens, pris de panique à l'idée se voir dans certaines localités privés de leur direction par des « contre-révolutionnaires maximalistes et anarchistes, après un tournant à droite pour atteindre Amsterdam, en font un à « gauche » et provoquent la rupture avec les éléments non communistes de façon qu'aujourd'hui aussi, les comités d'action contre la guerre sont limités aux seuls membres des groupes communistes.

Le groupe communiste de langue aujourd'hui imite les « Fratellini » et se transforme selon les ordres qui viennent d'en haut en comité intersyndical, en section ethnique, en groupe de S. R. I. et en comité d'action contre la guerre.

La cuisante réalité est que les groupes de langue italienne dans le P.C.F. ont perdu toute liaison avec la masse immigrée et se sont mis dans l'impossibilité de développer tout travail parmi cette masse,au profit des organisations concentrationnistes qu'on est incapable de combattre par suite de l'abandon honteux de la politique léniniste, et pour l'avoir remplacée par le national-réformisme de Staline.

De ce que nous venons d'exposer plus haut, il ressort clairement que, étant donné l'état actuel des groupes de langue italienne dans le P.C.F., on est loin de la création de la réserve dont nous avons parlé au début de notre article et que, si la même politique et les mêmes méthodes de travail continuent à régner dans cette organisation sans produire une réaction énergique de la part de camarades honnêtes encore adhérents aux groupes, on peut affirmer que le travail de plus d'une décade accompli par des innombrables camarades sera définitivement anéanti au profit des ennemis de classe du prolétariat.

LES PAS DE GEANT DE L'INFILTRATION POLICIERE ET DE LA PROVOCATION FASCISTE DANS LES GROUPES DE LANGUE ITALIENNE

Pour chaque révolutionaire conscient, il est clair que les méthodes d'organisation découlant des principes politiques qui guident l'organisation ne peuvent être révolutionnaires que si la politique est révolutionnaire.

Cela est encore plus vrai pour des organisations révolutionnaires qui sont obligées de travailler dans des situations particulièrement difficiles, comme c'est le cas de groupes de langue et du P.C.I. qui à tout instant doivent se préserver de coups que l'ennemi de classe cherche à leur porter afin de diminuer leur capacité d'action et leur pression offensive.

En outre de tous les moyens de réaction « légale » la bourgeoisie en général et le fascisme en particulier se servent des méthodes de réaction extra-légale qui sans principes révolutionnaires d'organisation rendent l'organisation — même vulnérable aux coups de la police et peuvent provoquer de vrais désastres, dont on ne peut pas évaluer les conséquences. Nous voulons parler de l'infiltration policière et de la provocation qui se pratique assez fréquemment aujourd'hui dans les organisations révolutionnaires.

Nous voulons toujours parler des groupes de langue italienne du P.C.F.

Les derniers numéros de *Vie Prolétarienne*, si les informations que nous avons prises, auprès de nombreux camarades, n'étaient pas suffisantes nous indiquent à pleines colonnes que l'infiltration policière et la provocation fasciste, qui était nulle il y a trois ans, a fait des pas de géant dans les groupes de langue.

Dans cette situation tellement grave, il n'est pas étonnant que beaucoup de camarades soient portés à se poser la question suivante : Où finit la direction stalinienne et où commence la direction de la Police et de l'O.V.R.A.?

Voilà une série de faits que nous nous limitons à reproduire, d'après le numéro 100 de *Vie Prolétarienne*, en laissant de côté les numéros précédents où on dénonçait des colonnes complètes de provocateurs et de policiers ayant tous remplis des postes responsables dans le P.C.I. et dans l'immigration.

1) *Valentino Clemente*, secrétaire du comité intersyndical national de langue à la C.G.T.U. et membre de la Rédaction « ouvrière » de *Vie Prolétarienne* est un provocateur. De lui, on peut trouver dans la collection de *Vie Prolétarienne* une série d'articles contre notre opposition, qui sont dignes... d'un provocateur et qui ont trouvé alors la plus chaleureuse approbation de la direction de la C. G. T. U. du P.C.F. et du P.C.I.

2) *Lollini Nello*, secrétaire des groupes de la Région Parisienne est dénoncé comme « canaille et traître » et provocateur. Ce spécimen aussi s'est distingué dans les réunions de la région parisienne dans la lutte contre le trotskysme aux applaudissements des bureaucrates staliniens.

3) A Saint-Denis, on découvre un groupe d'éléments « suspects » parmi lesquels *Calzolari*, *Barbière* et *Cavallini* seraient des provocateurs.

4) On nous apprend que Cavallini — le type qui cracha à la figure de De Bono, ministre des colonies, mussolinien à la gare de Lyon, lors de sa visite à l'Exposition Coloniale — est un provocateur au service de l'O. V. R. A. ! Et la manifestation de la gare de Lyon d'alors avait été organisée par les « nouvelles énergies » staliniennes avec l'aide... de la police et de l'O. V. R. A.

5) A Nice, le local où étaient réunis 60 camarades pour entendre une conférence sur la Russie est envahi par la police qui procède à de nombreuses arrestations et expulsions. Là aussi, c'est le méfait d'un policier se cachant dans l'organisation.

6) A Grenoble, un camarade responsable des groupes de langue faillit être arrêté, à Chambéry, même chose, le responsable des groupes italiens en Alsace et Lorraine est dénoncé comme « élément suspect », à Lyon, à la suite des dénonciations d'un groupe de provocateurs, la police a procédé à plusieurs arrestations et expulsions.

7) Dans un commentaire contenu dans le même numéro du journal la Rédaction de *Vie Prolétarienne* s'exprime ainsi: « Il n'y a plus un *seul secteur où n'existe un cas d'opportunisme ou de provocation* ».

Suite page 3.

Lacroix et Nin sont toujours dans les prisons de Caballero

Nos camarades Lacroix et Nin, de l'opposition de gauche espagnole, sont depuis décembre dans les prisons du gouvernement républicain et socialiste. Les inculpations de complot pèsent toujours sur eux.

Il faut arracher nos camarades au gouvernement des radicaux et des socialistes de « garde d'assaut ». Au travers des difficultés du mouvement révolutionnaire espagnol divisé, trahi par les socialistes et les réformistes, que soutient l'appareil d'Etat, épuisé par l'impuissance des anarchistes, après avoir été freiné par les syndicalistes opportunistes, dévoyé par les petits bourgeois catalans, l'opposition de gauche espagnole a pour tâche de galvaniser et de conduire le mouvement de l'avant-garde communiste devant qui s'ouvraient les plus larges perspectives. L'opposition de gauche espagnole subit, depuis qu'elle existe et qu'elle mène la lutte, — c'est-à-dire depuis les premiers jours de la « démocratie républicaine et socialiste » — les coups les plus durs. Une nouvelle fois, le pouvoir s'acharne sur les militants.

Manquant à toutes les tâches que la société espagnole a à résoudre à la ville comme à la campagne, la bourgeoisie espagnole maintient son équilibre sur le dos des ouvriers et des paysans ruinés, forte de leur impuissance et écrasant sauvagement leurs héroïques réactions. A la même époque, elle organise théâtralement la fuite des émigrés contre-révolutionnaires et conserve ses sabreurs à sa réaction. La bourgeoisie française accueille chaudement la noblesse réactionnaire. Aux prolétaires d'ici de libérer leurs frères de lutte, les victimes de la mensongère « République des Travailleurs ».

LE PROLETARIAT FRANÇAIS ARRACHERA TA-THU-THAU DE PRISON

Sarraut refuse l'amnistie en Indochine

Depuis des mois, l'opposition de Gauche demande à notre Parti un travail positif pour la libération immédiate de notre camarade Ta-Thu-Tâu et de milliers d'autres révolutionnaires périssant actuellement à Poulo-Condore, à Cayenne, au plateau d'Inni et dans tous les bagnes impérialistes. Nous avons jugé nécessaire une interpellation parlementaire. Le Parti n'a pas bougé. Le social-démocrate Marius Moutet, exploitant la carence du Parti, a pu, la semaine dernière, se faire le champion-défenseur des révolutionnaires indochinois. Il avait auparavant présenté un amendement demandant « l'amnistie aux crimes appelés complots, délits, etc... ». Et tous les débats parlementaires se déroulèrent le 22 courant autour de cet amendement. Nous savons ce que valent les amendements et l'ardeur sociaux-démocrates. Marius, après avoir proclamé le maintien de son amendement s'est laissé ensuite fondre dans le savonneux discours du grand colonialiste A. Sarraut.

L'impérialisme qui ne tient pas à perdre la « perle d'Extrême-Orient » son plus grand bastion colonial après l'Algérie, entend maintenir l'exploitation des travailleurs indochinois par le sang et le fer. Il est inutile de refaire le bilan de « l'œuvre pacifique, civilisatrice, humanitaire » de Pasquier-Outrey.

L'impérialisme, prodigue de belles paroles sur le pacifisme, l'ordre, se refuse catégoriquement à amnistier nos militants indochinois. « *Je demande*, concluait Sarraut, *qu'on ne touche pas à ce calme, qu'on ne ravive pas des plaies qui sont en train de se cicatriser en rouvrant trop vite les prisons à certains de ceux qui ont provoqué ces plaies* ». Et il ajoute, lui qui avait fait assassiner les héros de la révolte d'Yen-Bay, le secrétaire du P.C.I. : Trân-Ky et séquestrer des centaines de militants parmi lesquels nos camarades oppositionnels :

« *La France comme l'Europe, ne peut gagner sa cause qu'en retournant à sa tradition originelle qui est tradition d'humanisme, de justice, d'action persévérante pour accroître les races qu'elle protège en bonheur et en dignité humaine.* (*Journal Officiel* du 22-2-33).

L'impérialisme français, sentant la menace perpétuelle que présentent la révolution indochinoise, chinoise, philippine, indonésienne, indoue, sonne le rassemblement de la bourgeoisie hollandaise, anglaise pour l'écrasement de la Révolution sur le Pacifique.

Sarraut ne peut pas pardonner aux vaillants mutinés du « Sept-Provinces » leur héroïsme. Il ne peut pas oublier que Ducroux militait à Singapour, que notre camarade Tchen-Dou-Siou est le « père du communisme » en Chine.

Et le sinistre « humaniste », lui-même qui avait en 1923, en tant que Gouverneur général ordonné la guillotine aux terroristes de Thaibinh et d'Hanoï se félicite, devenu ministre par ces hauts faits, avec cynisme : « *Conception puérile, car la disparition d'un Gouverneur général ne pouvait pas empêcher la France de continuer* ». Entendons : continuer à spolier les travailleurs indochinois et à massacrer nos camarades communistes.

Mais si l'impérialisme français continue à exploiter et à massacrer en appelant les autres impérialismes à le secourir et à l'assister, vous n'accepterez pas, fils de communards, de laisser périr les milliers de nos camarades indochinois. Les derniers débats vous montrent, on ne peut plus clair, que les paroles de l'impérialiste Sarraut ne sont que paroles, que l'amendement de Moutet a besoin de votre amendement, cette fois, révolutionnaire. Vous n'avez rien à espérer des élus social-démocrates, car après avoir attaqué le gouvernement, Moutet a déclaré à la fin du discours de Sarraut : « *Je pense que, avec le gouvernement, nous pourrons tomber d'accord sur un texte répondant aux légitimes préoccupations qui, j'en suis sûr, sont dans notre esprit à tous* ».

Notre préoccupation doit être d'exiger la libération immédiate de Ta-Thu-Thau et les autres oppositionnels ainsi que les milliers d'autres militants. Exigeons que notre fraction parlementaire ne se contente plus de dire « non », lorsque Sarraut demande à Moutet de retirer son amendement, mais de faire une interpellation cinglant et les impérialistes assassins et la complicité social-démocrate.

Cependant une interpellation ne suffit pas. A l'action exterminatrice de l'impérialisme, opposons notre volonté libératrice. Demandons à notre Parti et au S. R. I. de proposer le front unique d'action aux organisations social-démocrates et autres organisations ouvrières pour une campagne large de meetings, une manifestation de masse imposant la libération des 10.000 révolutionnaires indochinois et pour empêcher la commission criminelle du « Salut public » de Sarraut de faucher nos 180 militants le mois prochain.

Demandons également à notre Parti de faire campagne pour l'ENVOI EN INDOCHINE D'UNE DÉLÉGATION OUVRIÈRE pour prendre contact avec les travailleurs indochinois. C'est le meilleur moyen de montrer votre solidarité prolétarienne et de faire reculer notre ennemi direct et commun, l'impérialisme français.

Pour arracher Ta-Thu-Thau et ses co-inculpés, pour libérer les milliers de révolutionnaires emprisonnés, tous les travailleurs seront dans la lutte !

NGUYEN.

LA VIE OUVRIERE

DANS LES P. T. T.

La journée du 20 février

La bataille des fonctionnaires et des travailleurs des services publics est entrée dans sa phase active et le 20 février a été une journée de manifestations puissantes sur le lieu de travail et dans certains cas, dans la rue.

Dans les P.T.T., tous les points stratégiques furent touchés et si l'arrêt du travail ne fut pas observé partout, il est incontestable que le coup a porté, les manifestations ont eu une répercussion chez les fondés de pouvoirs de la bourgeoisie ; l'actuelle manœuvre pour dissocier les travailleurs attaqués en est la preuve.

Le gouvernement et les pouvoirs publics recherchent la meilleure formule permettant de briser la résistance unanime en faisant croire que les traitements les plus bas ne seront pas touchés par la diminution ; ils espèrent ainsi opérer en deux fois en limitant la résistance, pour réussir à en triompher ; cependant, l'attaque contre les indemnités reste bien dirigée contre **tous**, mais chaque journal, chaque organisation réformiste tend à la faire oublier derrière les « concessions » sur la question des traitements.

Le meeting confédéré du 27 février montre que le gouvernement peut compter sur les chefs confédérés et catégoristes pour l'aider dans cette série de manœuvres.

Mais, à son tour, le Cartel unitaire saura-t-il manœuvrer, saura-t-il, à l'heure décisive, mettre au pied du mur le cartel confédéré, les différentes directions des Fédérations confédérées et des organisations autonomes et catégoristes ? Saura-t-il en même temps rassembler la base pour lui faire juger de la situation et des positions respectives confédérées et unitaires? Saura-t-il conjuguer le front unique à la base et les propositions incessantes au sommet ?

C'est l'issue de la bataille qui est en jeu.

Déjà quels enseignements peut-on tirer du mouvement du 20 février ?

En premier lieu, incontestablement, c'est où il n'y avait pas de comité d'unité d'action que les manifestations furent les plus faibles ou n'existèrent pas ; ceci démontre la justesse de la position unitaire : tout mouvement doit être préparé à la base et organisé au moyen des comités d'unité d'action, élus et sous le contrôle permanent des masses groupant les diverses organisations syndicales et s'attachant à faire entrer dans leur sein des inorganisés.

Ensuite nous devons tirer la leçon pour les camarades confédérés, catégoristes, inorganisés, qu'il est absurde de décider au sommet de la durée et surtout l'heure de la manifestation sans tenir compte des nécessités particulières à chaque bureau ; par exemple, dans un bureau de tri où le travail est le plus intense à partir de 18 heures, il n'a pas été possible d'arrêter à cette heure, parce que le collecteur d'un syndicat catégoriste s'en est tenu à l'ordre reçu : arrêt de 11 h. 30 à 12 h. 30. Or, dans ce bureau, de 11 h. 30 à 13 h. il n'y a pas de travail et le personnel est réduit à quelques unités.

Enfin, le Cartel confédéré a voulu orienter et oriente encore la protestation uniquement contre le Sénat.

Il est clair que ces premières constatations doivent être portées à l'actif des unitaires qui, dans de nombreux cas, ont réussi à entraîner l'ensemble du personnel dans une lutte plus sérieuse, plus combattive que ne l'espéraient les chefs réformistes.

Mais d'autres constatations doivent être faites: le succès des manifestations pour les P.T.T. provient de la clarification entreprise par la F.P.U. en particulier du travail de front unique tant à la base qu'au sommet ; les entrevues entre les directions, les meetings communs qui précédèrent le refus de délibération commune du Cartel confédéré, a plus que tout éclairé, renseigné, convaincu de nombreux travailleurs confédérés, autonomes, inorganisés.

C'est pourquoi nous porterons au passif des organisations unitaires l'abandon aux heures qui précédèrent la lutte, de cette tactique de harcèlement des chefs confédérés : le front unique à tous les échelons, de la base au sommet.

Nous ne nous lasserons pas de répéter que seule la pratique tenace de cette tactique permet d'ébranler la confiance des travailleurs confédérés dans leurs chefs et de rassembler toujours en plus grand nombre les travailleurs derrière les méthodes unitaires.

Dans un précédent article (Vérité, 9 février), nous avons fait de nombreuses citations d'un seul numéro de l'organe officieux de la F.P.U. : «la bataille des P. T. T. » ; ces citations montraient combien le courant déclenché pour le front unique de la base au sommet était puissant.

Mais les dirigeants de la F.P.U. furent vigoureusement sermonnés pour avoir favorisé et dans une certaine mesure suscité ce large courant. La direction de la C. G. T. U. par la bouche de Frachon, signala aux réunions de militants du Cartel unitaire (18 février) les erreurs et les « faiblesses » de certains dirigeants qui « s'hypnotisèrent » sur les lettres et les réponses, sur les entrevues avec les chefs confédérés, pendant qu'ils négligèrent le travail à la base.

Nous n'avons pas cessé de dire, pour notre part, que ces deux activités devaient se mener parallèlement, d'une part pour mettre au pied du mur les chefs réformistes et démontrer leur volonté de se refuser en fait à des délibérations et à une action communes, d'autre part pour, à la lumière des expériences répétées au sommet ainsi qu'au cours de la bataille elle-même, arracher les travailleurs à l'influence des chefs confédérés et catégoristes.

Au cours d'une certaine période qui s'arrête à fin janvier, la F. P. U. a pratiqué cette tactique et nous déclarons que c'est cette période qui a porté des fruits.

Depuis, cette tactique a été abandonnée, aucun effort supplémentaire n'a été fait dans cette voie ; à notre avis, les délégations du Cartel unitaire auraient dû se succéder auprès du Cartel confédéré avant et depuis le 20 février ; il n'en a pas été ainsi par la volonté de la direction de la C. G. T. U. et le désarroi idéologique des dirigeants du cartel unitaire.

A cette heure, la bataille décisive est près de s'engager ; nous porterons tous nos efforts pour la résistance active à l'attaque gouvernementale, de la Chambre et du Sénat, nous réservant de tirer à nouveau, après la lutte, les enseignements d'ensemble.

M. D. Manut (Paris).

La réunion publique des jeunes dans le XIe

Vendredi 24 février, malgré une préparation défectueuse, près d'une centaine de jeunes ouvriers et intellectuels se pressaient dans la salle du Tambour, à l'appel du groupe des jeunes de la Ligue.

Par une analyse marxiste sérieuse notre camarade Rimbert *montra la nécessité du front unique et de l'unité syndicale. Après lui le camarade* Atlan *développa et expliqua nos propositions concrètes d'action* (Jeune Bolchevik *nos 3 et 4) pour l'unité des organisations de masse de la Jeunesse ouvrière (syndicats, Comité de Chômeurs, Fédérations Sportives, etc...) et pour l'action commune — élaborée par une conférence de la jeunesse laborieuse. Nos camarades furent chaleureusemnt applaudis par la grosse majorité de la salle.*

Ensuite le délégué des étudiants socialistes Poirel *(du courant de droite) défendit l'attitude de la Jeunesse Socialiste et l'unité politique. Toutefois il nous annonça que les étudiants socialistes adhèrent à la conférence de la jeunesse laborieuse — même si les J.S. refusent leur collaboration — et qu'ils sont prêts à une action commune sur un ensemble de points d'ailleurs proches de nos propositions.*

Puis le camarade Kleokopper, *des jeunesses pupistes, défendit également l'unité des organisations politiques mais reconnut que les événements récents l'avaient convaincu de la nécessité du front unique. Ensuite un* étudiant *socialiste vint rappeler le front unique chez les étudiants et s'affirma pour chasser de son parti les « droitiers ».*

Quant aux camarades des jeunesses communistes présents dans la salle, ils se dérobèrent à toutes nos invitations d'exprimer leur point de vue, soit parce qu'ils craignaient les foudres de la direction, soit parce qu'ils ne savaient pas quoi dire.

Rimbert, *dans un exposé vigoureux, répliqua alors au socialiste et au pupiste.*

Aux applaudissements des camarades il montra que nous ne sommes pas du tout « entre les deux internationales », que malgré les exclusions nous nous considérons comme encore membres, politiquement de l'I.C. et de l'I.C.J., que si nous nous attaquons davantage aux fautes de l'Internationale communiste, c'est qu'elle seule peut être redressée et mener le prolétariat à la victoire.

Il montra que l'appel de l'I.O.S., par exemple n'est que le cri de peur de la social-démocratie que ses platitudes et ses trahisons n'arrivent pas à sauver de la violence fasciste et que c'est précisément parce que pour nous tous cela est bien clair, que nous insistons essentiellement sur la tactique catastrophique de la direction stalinienne qui laisse à la social-démocratie, dans de semblables conditions l'initiative de l'action commune.

Il expliqua fortement que bien loin de faire des compromis pour grouper avec nous les réformistes dans une même organisation politique nous refuserons toujours les Paul Faure quel que soit le programme qu'ils déclareraient accepter. Ce fut l'occasion de riposter aux camarades Mellick et Kléokopper qui durent eux-mêmes reconnaître que les divergences non seulement ne permettaient pas de cohabiter dans le même parti mais même conduiraient à la scission dans la S.F.I.O. !

Après un exposé du président *qui alerta sur la situation de notre J.C. et concrétisa notre attitude pour son redressement et l'unité d'action, la séance fut levée.*

Bonne réunion dans l'ensemble, malgré l'absence de nombreux camarades du groupe des jeunes oppositionnels et sympathisants. Mais elle doit être seulement le début de notre campagne dans la région parisienne, campagne au travers de laquelle doit être élu un Comité d'action pour le front unique de la jeunesse ouvrière.

DANS LE XIIIe ARRONDISSEMENT

A l'usine des fers émaillés

Nous avons déjà parlé, dans le dernier numéro de la « Vérité », de cette grève qui éclata spontanément dans une boîte du 13e, provoquée par une nouvelle diminution des salaires.

Après une brève, mais courageuse résistance, les ouvriers rentrèrent à l'usine résolus à continuer la lutte.

Après être parvenu à briser la grève, les patrons, soucieux de chasser de leur boîte les éléments les plus courageux, licencièrent immédiatement une vingtaine d'ouvrières. De plus, cinq ouvrières comparaîtront prochainement devant la justice bourgeoise pour « entraves à la liberté du travail ».

Dès maintenant, il faut alerter les travailleurs pour organiser la défensive. Tous les exploités de l'Usine (en grande majorité Algériens et ouvrières) doivent comprendre clairement la manœuvre patronale : écarter les camarades les plus résolus pour mieux frapper les autres.

POUR LE CINQUANTIEME ANNIVERSAIRE DE LA MORT DE

KARL MARX

1. Souscrivez à l'édition des THESES, MANIFESTES ET RESOLUTIONS DES QUATRE PREMIERS CONGRES DE L'I. C. », au prix de 15 francs.

2. Commandez le numéro de mars de LA LUTTE DE CLASSES qui contiendra une série de documents inédits de *L. Trotsky, Marx, Engels, Mehring*, etc.

3. Assistez à la fête de la *Jeunesse prolétarienne* le *18 mars*, à laquelle sera faite une causerie sur KARL MARX ET LA COMMUNE DE PARIS.

Nous avons publié la semaine dernière un texte remarquable de Marx sur la tactique du prolétariat révolutionnaire. Beaucoup de camarades nous ont demandé l'origine de ce document. Voici quelques indications supplémentaires.

Ce document est un extrait d'une circulaire adressée à la Ligue des Communistes et rédigée par Marx, en mars 1850, *au nom du Comité Central de la Fédération. Cette circulaire fut saisie par la police allemande, lors de perquisitions opérées chez les communistes de Cologne et publiée en* 1853, *par les soins de MM. Stieber, chef de la police prussienne et Wermooth, chef de la police de Hanovre, en même temps qu'un certain nombre d'autres documents, saisis chez les communistes, sous le titre suivant:* Les conspirations communistes au XXe siècle. *La circulaire elle-même fut publiée à nouveau par Engels en* 1894, *comme adjonction aux* Révélations sur le procès des communistes de Cologne, *de K. Marx.*

Elle fut ensuite imprimée par Max Beer dans son petit livre sur Marx, sa vie, son œuvre (*Bureau d'Editions*).

L'ARMÉE ROUGE

Suite de la page 1

Au début nous ne pouvions pourtant pas nous décider à introduire la conscription obligatoire, pour des raisons politiques et d'organisation, la mobilisation des paysans, à peine démobilisés, était impossible. Pour former notre armée, nous eûmes recours au volontariat. Il est, naturel qu'à côté d'une jeunesse ouvrière pleine d'abnégation, l'armée fut remplie, à ce moment-là, d'éléments vagabonds et rôdeurs, d'une qualité très médiocre, dans bien des cas. Nos nouveaux régiments, créés au moment de la décomposition spontanée de la vieille armée, étaient encore instables et peu sûrs, ce qui devint tout à fait manifeste, pour nos amis et nos ennemis, lors de la rebellion tchécoslovaque, organisée par les socialistes-révolutionnaires et les Centres organisations blanches sur la Volga.

La force de résistance de nos régiments était insuffisante; durant l'été de l'année 1919, les villes tombaient, l'une après l'autre au pouvoir de la légion tchécoslovaque et des contre-révolutionnaire russes qui s'étaient joints à elle. La ville de Lamara était leur Centre. Ils s'emparèrent de Smibinsk et de Kazan et menacèrent Nijni Novgorod. Les opérations sur la Volga devaient être suivies d'une attaque de Moscou. A cette époque (août 1918), la République soviétique fit des efforts extraordinaires pour développer et renforcer l'armée. On eut recours, pour la première fois, à la mobilisation en masse des communistes, on créa un appareil centralisé de direction et de d'éducation politique auprès des troupes du front de la Volga.

En même temps, on essaya de mobiliser, à Moscou et dans la région de la Volga, les ouvriers et les paysans de plusieurs classes, de petits détachements communistes veillaient à ce que la mobilisation s'effectuât en bon ordre. Vu les proportions et la gravité du danger, on fut obligé d'introduire un régime très sévère dans les provinces de la Volga. En même temps, une propagande verbale et écrite fut menée par les groupes communistes, passant d'un village à l'autre. A part les fluctuations du début, la mobilisation se déroula avec succès. En outre une lutte sévère fut engagée contre les déserteurs et les groupes sociaux qui les alimentaient et les inspiraient contre les accapareurs de village, contre une partie du clergé et contre les restes de la vieille bureaucratie.

Les ouvriers communistes de Petrograd, de Moscou, d'Ivanovo-Vosnesseusk, etc., se joignirent aux unités militaires nouvellement formées. Les commissaires y jouent pour la première fois le rôle de chefs révolutionnaires et de représentants immédiats du pouvoir soviétique. Les tribunaux révolutionnaires, par quelques jugements exemplaires, rappellent à tous que la patrie socialiste, en danger mortel, exige de tous et de chacun une soumission absolue.

Par des mesures combinées de propagande, d'organisation et par des représailles vigoureuses, le changement nécessaire fut réalisé en plusieurs semaines. D'une masse vacillante et désagrégée, une armée véritable fut créée. La ville de Kazan fut prise le 10 septembre 1918 par nos troupes; Smibinsk fut reprise le lendemain. C'est une date significative dans l'histoire de l'Armée rouge. A ce moment-là, elle se sentit tout à coup sur un terrain solide. Ce n'étaient plus les premières tentatives infructueuses; dès lors, nous savions que nous étions capables de combattre et de vaincre.

L'appareil administratif de l'armée se forma en même temps dans tout le pays, en collaboration étroite avec les soviets locaux des provinces, des districts et des communes. Envahi en partie par nos ennemis, le territoire toujours immense de la république soviétique fut divisé en régions composées de plusieurs provinces, ce qui assura la centralisation nécessaire.

Les difficultés politiques et d'organisation étaient effroyables. Le changement psychologique pour passer de la destruction de la vieille armée à la création de la nouvelle fut réalisé au prix de frottements et de conflits intérieurs permanents. La vieille armée avait introduit l'institution des comités élus de soldats et du commandement électif, soumis de fait aux comités. Cette institution n'avait aucune valeur miltaire naturellement; mais par contre une grande importance politique et révolutionnaire. Au point de vue de la conduite des opérations militaires et de la préparation des troupes de combat elle était tout simplement inadmissible, monstrueuse, meurtrière. Il était impossible de conduire les troupes avec des comités et un commandement élus, ce dernier étant soumis aux comités et pouvant être destitués à tout instant.

Mais la vieille armée ne voulait pas combattre. En écartant les commandants bourgeois et nobles et en créant des organes révolutionnaires autonomes, les conseils des députés et des soldats, elle réalisait la révolution sociale au sein de l'armée. Ces mesures politiques et d'organisation étaient justes et nécessaires, pour décomposer la vieille armée. Mais elles n'étaient pas du tout propres à former une nouvelle armée, capable de combattre.

Les régiments tzaristes se désagrègèrent après la révolution d'octobre et disparurent. Les tentatives en vue d'appliquer automatiquement nos vieux procédés d'organisation dans l'Armée Rouge en formation, menaçaient de la détruire dès le début. Le principe de l'élection des commandants dans l'armée tzariste signifiait l'épuration de l'armée d'agents éventuels de la restauration. Mais le système électif ne pouvait en aucune façon assurer à la'rmée révolutionnaire les chefs compétents et capables, jouissant de l'autorité nécessaire.

L'Armée rouge se forma par en haut, selon les principes de la dictature du prolétariat. Les commandants furent choisis et contrôlés par les organes du pouvoir soviétique et du parti communiste. Les élections des commandants par les unités militaires elles-mêmes, composés de jeunes paysans récemment mobilisés et insuffisamment éduqués au point de vue politique, seraient devenues un jeu de hasard et auraient été favorables aux menées de certains intrigants et aventuriers.

De même, l'armée révolutionnaire, en tant qu'armée active et non pas comme arène de propagande, était incompatible avec le régime des comités, qui supprimaient de fait la direction militaire unique, en donnant à chaque unité le pouvoir de décider si elle accepte de passer à l'offensive ou si elle préfère rester sur la défensive. Les socialistes révolutionnaires de gauche poussèrent ce pseudo-démocratisme chaotique à l'absurde, en invitant les régiments à décider séparément s'ils devaient observer les conditions de l'armistice avec les Allemands ou s'il fallait passer à l'offensive. Par ce moyen, les socialistes révolutionnaires essayaient de soulever l'armée contre le pouvoir soviétique qui l'avait créée.

(*La fin au prochain numéro*).

PARMI NOS LETTRES

NOS IDEES PENETRENT LE PARTI

Un membre du parti d'un centre de l'Ouest nous écrit :

Dans une discussion avec un camarade qui milite activement dans le Comité départemental de la Vienne, j'ai fait la critique du discours de clôture de Thorez au C.C. J'ai relevé les points suivants : La lutte pour l'unité : « La direction par le parti communiste », jamais d'entente au sommet « Tactique classe contre classe : « Jamais nous ne voterons pour le parti socialiste. » Et je mettais en garde mon camarade qui sur bien des points est d'accord avec moi sur les dangers suivants :

Les conditions objectives étant pour un renforcement du P. C. et de C.G.U., il se peut que malgré des grosses fautes et le maintien de toutes les erreurs, nous obtenions quelques succès soit de recrutement, soit électoraux, soit même dans quelques actions partielles.

Ces succès, fruits de la situation objective seront grossis par nos dirigeants qui s'en serviront pour déclarer une fois de plus que leur tactique est juste et démontrer la faillite de leurs détracteurs.

Mais il y a la révolution, et la situation allemande nous démontre que le parti peut remporter de grands succès mais être impuissant devant une situation révolutionnaire.

Nous devons ajouter que ces succès temporaires du parti ressembleraient à ceux de la social-démocratie, qui elle aussi en « enregistre », mais au détriment de la révolution prolétarienne.

A PROPOS DU TRAITE DE VERSAILLES

Un camarade sympathisant des Employés Unitaires nous écrit :

Dans un article de la Vérité *du* 16 *février, « le problème du désarmemnt et le traité de Versailles », il est indiqué que l'opposition de gauche soutient conditionnellement la thèse du P.C. contre le traité de Versailles. A mon avis le mot d'ordre « contre le traité de Versailles» est faux et soutient en fait la revendication du capitalisme allemend pour se libérer des chaînes de ce traité et ainsi renforcer son pouvoir.*

Il est évident que les communistes sont contre les traités inégaux et doivent lutter dans ce sens, mais non spécialement contre le traité de Versailles, contre lequel l'I.C. a protesté justement au moment de sa signature.

Ce mot d'ordre se poserait avec justesse dans le cas de l'instauration de la dictature du prolétariat en Allemagne, mais maintenant, sous la dictature du capital allemand il ne peut être que réactionnaire et national socialiste, et en fait, habituer le prolétariat d'Allemagne à cette idée qu'une guerre de l'impérialisme allemand contre l'impérialisme français serait justifiée et ce ne sont pas les explications d'un Péri qui prouveraient le contraire. Ce mot d'ordre est encore équivoque même lié à celui — juste — des Etats-Unis soviétiques d'Europe.

Notre camarade a pleinement raison de montrer l'opportunisme grossier de la position centriste sur le traité de Versailles ; Lénine a déjà combattu le point de vue « National » dans des pages bien connues de la Maladie Infantile du communisme, que nous republierons. Bien entendu, nous devons lutter aussi contre le traité de Versailles, mais il ne s'agit pas pour nous d'une émancipation nationale ; il s'agit d'une lutte pour le renversement du capitalisme, d'une lutte de classe, au cours de laquelle le sort du traité de Versailles sera tranché selon les nécessités.

La situation dans l'émigration italienne

Suite de la page 2

8) Un camarade d'Argenteuil qui croit avoir commis des fautes de droite et qui s'excuse dans une lettre à la direction des groupes de langue, s'exprime ainsi :

« *A la dernière conférence — 25 décembre* 1932 — *j'ai assisté à une énumération impressionnante de la pourriture qui se cache dans nos rangs, chose tout à fait nouvelle pour moi, qui seulement depuis 6 mois, milite dans l'immigration... — Puis ensuite — ... les innombrables exemples qu'on a donnés d'opportunisme, de fraude, de provocation m'ont convaincu que sans une grande épuration contrebalancée par un large recrutement ouvrier, nous ne pourrons pas nous mettre à la tête de la lutte...*

Les exemples d'infiltration policière et de provocation fasciste que nous avons énumérés plus haut nous paraissent plus que suffisants pour faire réfléchir les camarades et pour les mettre en garde sur l'état actuel de l'organisation des communistes italiens immigrés.

La seule voie de salut, c'est un changement radical de la politique néfaste qui a triomphé dans toutes les sections de l'I.C. Il faut revenir à la politique léniniste et aux méthodes d'organisation qui en découlent, il faut chasser des rangs communistes tous les petits bourgeois qui cherchent à introduire leur idéologie parmi l'avant-garde du prolétariat.

Aux Ercoli, Garlandi, Sergis, Mari, Gallo, Jacopo, Pedro, Pippo-Pappa, et autre professeurs rouges, vous devez demander compte de l'état actuel de votre organisation. Vous devez leur démontrer que trois années de tournant vous ont conduit à un tel point qu'il est presque impossible dans une organisation révolutionnaire de déceler le policier ou le provocateur de l'O.V.R.A. du camarade.

Quand ces inconscients ont le toupet d'écrire sur le pseudo-échange de courtoisies entre Trotsky et Vandervelde ou sur la « débâcle » des « Trotskystes » en Allemagne il faut leur répondre qu'ils doivent avant tout s'expliquer sur leurs « courtoisies » vis-à-vis de la police française, italienne et de l'O.V.R.A. fasciste. Ils doivent rendre compte des courtoisies échangées entre Litvinoff, Paul-Boncour et Sir John Simon, à Genève sur le problème du désarmement. Ils doivent rendre compte de leur politique en Allemagne, ou s'il y a une débâcle, ce n'est pas celle du prétendu « Trotskysme », mais celle du centrisme.

5e ANNÉE - N° 144

LA VÉRITÉ

Organe hebdomadaire de la Ligue Communiste (opposition)

23, rue des Vinaigriers (10e)

Paraît le Jeudi

PRIX DU NUMÉRO : 0.50

ABONNEMENTS :

Un an..... 20 francs

Six mois ..... 10 francs

FÉDÉRATION DU LIVRE MARQUE SYNDICALE PARIS-IIe SECTION

Travail exécuté par des ouvriers syndiqués.

Le Gérant : P. Frank.

Imp. Cent. de la Bourse, 117, r. Réaumur, Paris

Luttez pour une politique léniniste dans le parti !

A bas le confusionisme d'Amsterdam ! Vive la conférence de la jeunesse laborieuse !

L'Avant Garde du 25 février publie sur trois colonnes un appel à la Jeunesse française, qui est un monument de confusionisme sur le mode d'Amsterdam. Presque chaque phrase bafoue et outrage les conceptions léninistes.

Rien ne nous est épargné des fadaises du plus vulgaire pacifisme qui veut « *rompre avec une tradition de massacres que la pensée humaine* (?) *ne tient plus pour fatale et accomplir par l'homme lui-même la paix humaine* ». Il paraît que « *les hommes ont compris qu'il leur appartenait d'opposer à la* GUERRE — FAITE DE VOLONTÉS HUMAINES (ô marxisme !) D'AUSSI PUISSANTES VOLONTÉS DE PAIX (! ! !)

La lettre lance un appel pour un Congrès International des Jeunesses qui doit « *démontrer aux gouvernements* (!) *qu'il existe parmi les Jeunesses de l'Univers un besoin réfléchi et définitif de paix* (!!) *et qu'il dominera pendant ce siècle* (???) *sur le cours des événements sociaux* (!!) ».

L'appel sonne « *la mobilisation pour la Paix* » et « *contre la conscription des consciences* » de toutes les « *bonnes volontés* », « *sans préjudice de l'action du Parti auxquels elles appartiennent si son programme comporte la Paix* ».

Hier encore, les comunistes marquaient au fer rouge ces phrases mensongères du pacifisme. Ils montraient comment elles chloroforment le prolétariat et servent de paravent aux menées impérialistes. Mais aujourd'hui, c'est dans la « paix » que les centristes mettent leur dernier espoir pour le salut de l'Union Soviétique, bâtissant son socialisme national à l'abri des Pactes de non agression.

La fraction de Staline, après avoir réduit l'I.C. et l'I.C.J. à une collection de sections « d'Amis de l'U.R.S.S. » de plus en plus affaiblies, a maintenant perdu tout espoir dans l'Internationale. *Elle assiste sans bouger à l'écrasement du comumnisme allemand et s'en remet à sa diplomatie.* Ainsi, dans leur défense du Socialisme-en-un-seul-pays (« défense » réformiste et illusoire qui d'ailleurs se retourne contre l'U.R.S.S.) les staliniens rejoignent dans la même idéologie les pacifistes radicaux à la Bergery et à la Sennac. L'appel du « Comité Mondial » ressort les formules les plus éculées du pacifisme.

Et nous voyons — (à côté de Mallarte, de l' « Action Socialiste » qui en fait l'éloge dans le *Populaire*) la Jeunesse Communiste exprimer son admiration et sa « satisfaction » (sic) pour un semblable monument de bêtise antiléniniste.

Non seulement la J.C. n'a tiré aucune leçon d'Amsterdam, mais elle entend remettre debout à nouveau le cadavre d'Amsterdam. Et il semble bien que le congrès barbussien pour la jeunesse nous prépare une soupe encore plus indigeste que celle d'Amsterdam.

Le Congrès des Etudiants Américains réuni récemment à Chicago, nous montre que les centristes peuvent tomber encore plus bas qu'Amsterdam et, pour permettre aux sociaux-démocrates d'adopter un texte commun avec eux, enlever du bouillon réformiste les quelques morceaux de viande « révolutionnaire ». Les jeunes communistes oppositionnels doivent donner l'alarme.

Si la Jeunesse Communiste s'associe à l'entreprise des pacifistes, beaux parleurs (de Bergery à Litvinov), si elle cache ou déforme les conceptions léninistes, si elle présente aux jeunes prolétaires comme charte des communistes, le brouet noir trompeur des phrases pacifistes « de gauche » — alors elle traînera dans la boue le drapeau de Liebknecht.

Les jeunes communistes doivent proclamer hautement la doctrine léniniste, développer sans réticence le programme communiste de l'antimilitarisme, de la fraternisation et du défaitisme. Ils doivent expliquer en marxistes que le problème de la guerre n'est pas séparable des autres problèmes du monde capitaliste, montrer combien sont vaines ces « levées de bouclier des bonnes volontés pour la Paix », combien sont creuses, illusoires et dangereuses les palabres pacifistes et leurs impuissantes rodomontades.

Loin de voter avec J. S., J. L. R., etc.... une charte commune sur les causes de la guerre et les moyens de lutte, les communistes doivent dans quelque congrès que ce soit se compter sur un texte concis, précisant l'attitude des communistes. Ensuite, ils doivent dire aux jeunes socialistes et aux jeunes des autres tendances : « l'idéologie de votre organisation et de la nôtre est inconciliable. Mais nous sommes d'accord sur tel et tel point précis : par exemple contre la guerre au Maroc. Nous vous demandons de vous entendre avec nous, vous et votre organisation responsable, en qui vous avez confiance, en vue de telle ou telle action concrète (empêcher le départ des troupes, empêcher le transport des armes par la grève, etc...). Et dans cette action les jeunes ouvriers jugeront nos méthodes et les vôtres, nos principes et les vôtres. »

Les jeunes communistes oppositionnels de gauche participeront au Congrès mondial des jeunes et à toute l'action préparatoire. Mais ce ne sera pas pour s'associer au pacifisme. Ce sera pour le dénoncer. Ce sera pour rappeler les vérités élémentaires du léninisme.

Nous entendons lutter de toutes nos forces contre la confusion. Maintenant la direction entend orienter toute l'activité des jeunesses vers ce « Congrès Mondial ». Elle entend escamoter l'action entreprise pour la *Conférence Nationale de la Jeunesse laborieuse* que Jeannette défendait encore au Comité Central du Parti et dont l'*Avant Garde* précédente nous parlait encore. Il faut noter que le désarroi complet a toujours régné à l'égard de ce Congrès de la Jeunesse Laborieuse. Les cellules n'ont reçu aucune directive et n'ont pas pu en discuter. Pour appuyer le mouvement on s'est borné à quelques articles dans l'*Avant Garde*. Maintenant la dernière conférence régionale indique que toutes les propositions de front unique doivent être faites à travers le Congrès contre la guerre.

Nous, Jeunes Oppositionnels, nous nous opposons résolument à tout escamotage. La lutte contre la guerre n'est qu'une partie du front unique de la Jeunesse. Malgré les dérobades des dirigeants de la Jeunesse Socialiste, il faut continuer sans relâche la campagne pour l'action commune entre les divers courants de la Jeunesse Ouvrière, pour une conférence commune pour étudier les possibilités de cette unité. Nous avons fait quant à nous nos propositions concrètes d'action. Elles ne sont pas seulement celles des « quelques éléments trotskystes » — comme dit dédaigneusement l'*Avant Garde*. Elles ont reçu l'adhésion enthousiaste de centaines de jeunes ouvriers au Boxing Hall.

Avec nos faibles forces nous avons poursuivi notre campagne. Déjà dans un meeting dans le XIe, groupant une centaine de jeunes, nos mots d'ordre ont été écoutés. Il faut continuer à les populariser. Il faut constituer rapidement un comité pour l'unité d'action groupant des jeunes socialistes, des jeunes pupistes et des jeunes communistes.

Contre le confusionisme !

Pour le front uni de la jeunesse laborieuse !

Auger.

Réponse au bureau régional des J. C.

Dans l'*Enchaîné* du vendredi 17 février, le Bureau régional des J.C. essaie par des affirmations mensongères de me discréditer auprès des membres des J.C. ; je ne m'attarderais pas longtemps à polémiquer avec le Bureau des J.C. sur l'affirmation que je me suis toujours fait remarquer à l'intérieur des J.C. par mon travail de désorganisation ; ma réponse là-dessus sera brève, car s'ils veulent parler des deux fois que j'ai quitté les J.C., je leur ferais remarquer que c'est en accord complet avec trois autres camarades et cela pour des raisons tout à fait graves (je pourrais, s'il fallait, donner les raisons) et maintenant je leur ferai remarquer que tous mes camarades oppositionnels qui ont été exclus du Parti et des J.C. ont tous été traités de désorganisateurs.

Un peu plus loin, ils affirment que j'ai été « vomi » de l'organisation. Vraiment, cela est un peu osé, car s'ils veulent parler de mon exclusion sur une accusation portée contre moi par Marie-Louise, qui affirmait que j'étais un policier et c'est pour cette raison que j'ai été exclu ; il serait nécessaire que je donne là-dessus quelques brefs renseignements, pour faire connaître aux J.C. toute l'absurdité d'une telle affirmation. C'est à l'occasion d'une réunion publique, organisée par les J.C., rue de la Justice, à Lille, que Marie-Louise et Paul Drève ont fait la découverte sensationnelle que j'étais un flic (je peux, dans un prochain article, donner tous les renseignements au sujet de cette réunion et les circonstances pour lesquelles j'ai été soupçonné). Après cette réunion, tous les copains se sont donné rendez-vous au siège du Parti, 258, rue de Paris, pour commenter cette réunion. A cette réunion de tous les membres des J.C., Marie-Louise alors présente, ne parla nullement des soupçons qu'elle avait sur moi, mais elle ne le fit connaître que huit jours plus tard, et un article paru dans l'*Avant-Garde* annonçant mon exclusion des J.C., et cela, Marie-Louise et Drève le firent sans avoir prévenu les copains de la cellule à laquelle j'appartenais et sans avoir réuni une assemblée générale du rayon de Lille, ce qui est arbitraire et antistatutaire. Mais alors, pourquoi le Bureau régional des J.C. remet-il cela sur le tapis, alors que j'ai été réintégré dans les J.C. six mois après ? Et nous pouvons dire que ma réintégration a été imposée par les camarades des J.C. de Saint-Sauveur, et la direction a été obligée de s'incliner devant la volonté de mes camarades de cellule. D'ailleurs, Drève a démenti lui-même son accusation en me proposant quelques mois après à la Commission exécutive de l'Union Locale Unitaire de Lille, à laquelle j'appartiens encore à l'heure actuelle.

Le camarade qui a écrit l'article affirme que je m'imposais à toutes les directions, et cela tellement j'étais ambitieux. Je ferai remarquer aux camarades que chaque fois que je me suis trouvé à la tête d'une cellule ou membre du Comité de rayon ou autre, j'ai été nommé régulièrement par une assemblée générale des J.C. ou par la majorité des membres de ma cellule. Cela, les copains du Bureau régional le savent mieux que moi, car il n'est pas très facile de s'imposer à des directions ; rien que ces simples faits démontrent l'absurdité d'une telle affirmation.

Avant de terminer, je préviens les membres des J.C. du rayon de Lille de ne pas se laisser prendre aux affirmations calomniatrices des dirigeants des J.C. vis-à-vis des jeunes oppositionnels et qu'ils exigeront une discussion saine qui ne pourra que faire du bien au Parti et aux J.C.

D'autre part, je voudrais prévenir les dirigeants de la région du Nord des Jeunesses que leurs insultes de contre-révolutionnaires, de social-démocrates et autres niaiseries, nous laissent absolument froid, mais au contraire elle ne font que renforcer notre confiance en l'opposition de gauche, seule continuatrice des idées de Lénine et des quatre premiers Congrès de l'Internationale Communiste.

En concluant, je me permettrais de donner un petit conseil au Bureau régional : c'est d'aller faire un tour à St-Sauveur et de discuter avec les ex-membres des J.C. Alors, ils s'apercevront combien sont encore d'accord avec la ligne politique de Staline et combien sont d'accord avec les idées fondamentales de l'opposition de gauche. Ils s'apercevront eux-mêmes que nous ne sommes pas seuls.

M. Cornille.

« Front unique à la base » dans les J. C.

Les Jeunesses Communistes du 1er, 2e et 9e arrond., viennent de tenter une nouvelle expérience du « front unique à la base seulement ». Ceux d'entre eux qui avaient encore quelques doutes sur la stupidité de cette « théorie » qui chaque jour creuse davantage le fossé entre les jeunes ouvriers des différentes organisations, ne manqueront pas de se convaincre concrètement de la justesse de notre point de vue.

Le Rayon des J. C. avait lancé un appel à tous les jeunes travailleurs jocistes, socialistes et inorganisés, pour la formation d'un Comité de lutte contre la guerre impérialiste et contre la misère. Une réunion avait été fixée pour le 27 février pour la discussion publique et l'organisation de Comité.

Le « front unique avec les masses » consista malheureusement en une réunion de dix jeunes révolutionnaires, profondément déçus par cette nouvelle épreuve.

A 9 h. 1/2, la réunion était terminée...

Les calomnies et les falsifications des bureaucrates ne parviendront pas à étouffer les enseignements d'une expérience vécue.

Un délégué est privé de son mandat à la Conférence de Paris-Sud !

Le 24 février s'ouvrit à Ivry la conférence de la région Paris-Sud. Quoique des efforts aient été faits pour faire assister à cette première séances de la conférence de nombreux militants et sympathisants, c'est devant une maigre assistance que Thorez prononça son discours d'ouverture. Le front unique, « rien qu'à la base » et « rien que sous la direction de notre Parti Communiste » est loin de provoquer l'enthousiasme des foules...

Le dimanche 26, après un jus de Soutan aussi vide que la « lettre politique (?) du comité régional » la discussion est ouverte. Mais malgré les appels réitérés du président, personne ne s'inscrit, la base n'est guère pressée d'exprimer son opinion sur le zigzag le plus récent de la direction du Parti : peu de militants sont vraiment d accord avec ce nouveau **saut dans l'abîme,** aucun ne vient donc apporter son adhésion; quant à exprimer son désaccord... qui, ma foi, a l'envie de se faire « sonner » ? Si, d'ailleurs quelqu'un gardait encore quelques illusions concernant le régime intérieur du Parti, un incident survenu dans l'après-midi aura vite fait de l'en guérir.

A un moment donné, un camarade s'écrie de la galerie réservée aux membres du Parti, non délégués : **Je demande la parole ! Je suis délégué par mon rayon, je demande à siéger avec les autres.**

Soutan et Maizières font des signes de tête négatifs. Le président déclare que le « perturbateur », un camarade de Villejuif, **a beau avoir été élu par la conférence de son rayon, il ne sera pas admis à siéger, car... Il a épousé des conceptions manifestement... trotzkistes.** La salle reste un moment ahurie par cette singulière pratique « démocratique » (plus tard, dans la soirée, Marranne vint faire un long discours sur la nécessité d'invalider les mandats des délégués « qui ne reconnaissent pas la ligne politique du Parti »). Quelques bureaucrates lancent des propos orduriers.

Le délégué « démocratiquement » invalidé **pour ses conceptions politiques** continue à réclamer le respect de son mandat. Le présidium propose son expulsion de la salle. Une intime fraction des délégués (1/4 des présents au maximum) lèvent les mains **sans demander qui est d'avis contraire,** on appelle le service d'ordre.

En criant : « Vive la démocratie dans le Parti ! Vive le Parti communiste ! Votre politique a mené aux catastrophes en Allemagne ! Vous avez peur de la vérité ! » le camarade est sorti de la salle... Le tour est joué, il n'y a qu'à chanter la gloire de la liberté de discussion et de critique... à la sauce de Staline **(brutal et déloyal).**

Quoi d'étonnant que faute d'orateurs inscrits le président est obligé de passer la parole « d'office » au camarde Frot, de l'appareil dirigeant de la 20e union qui parle longuement de la nécessité de s'occuper des revendications ouvrières et de lutter pour l'unité syndicale, tout en combattant le mot d'ordre du congrès de fusion des deux C. G. T.

Quelques camarades finissent tout de même par demander la parole, mais peu d'entre eux soulèvent des problèmes politiques : ils ne parlent que des questions du travail pratique, dont nous ne sous-estimons naturellement pas l'importance, mais qui n'ont pas non plus à occuper entièrement l'ordre du jour d'une conférence régionale du Parti.

Fait caractéristique : **aucun** des délégués de la base n'a parlé de la justesse des décisions du dernier C. C. Par contre, plusieurs camarades osèrent exprimer des désaccords assez accentués : en premier lieu, un jeune d'Arpajon fit remarquer que les pourparlers du Café du Centre se trouvent en contradiction avec « jamais d'entente au sommet ! » Ensuite, le camarade C... du rayon de Malakoff observa que le « mouvement d'Amsterdam » empêche notre Parti de présenter son propre point de vue au sujet de la lutte contre la guerre ; il cita notamment le fait que le Comité régional de lutte contre la guerre reprocha vivement aux communistes de sa localité d'avoir porté contradiction dans un meeting des pacifistes bourgeois (cela pourrait paraître invraisemblable, mais personne ne nia le fait). Enfin, le camarade C. de Villejuif stigmatisa, en termes vigoureux, les compromis avec les pacifistes bourgeois (Amsterdam, où l'on ne jugea même pas utile de réunir la fraction communiste), la division arbitraire de la R. P. en cinq régions disparates et l'inconsistance de la tactique du front unique « à la base seulement ».

Les répliques de Midol furent bien piteuses : au sujet du suivisme par rapport aux pacifistes bourgeois, il répondit qu'en parlant, durant des années, rien que de la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile, on se coupa des masses et qu'il fallut y porter remède (« justification » de l'opportunisme par les résultats des fautes extrêmes-gauchistes !) et que, quant à la fraction communiste du congrès d'Amsterdam, il valait mieux de faire un meeting que de la réunir.

La principale réponse aux contradicteurs fut naturellement le qualificatif de « trotskystes » ou de « trotskysants ». On apprit tout de même de sa bouche que « depuis le 20 février, les fonctionnaires ne bougent pas », malgré nos appels, c'est-à-dire que nous n'arrivons à organiser aucun mouvement sans les confédérés, ce qui constitue un assez singulier argument en faveur de la thèse du front unique « sous la direction du P. C. seulement ».

La suite des débats est remise au dimanche prochain.

La séance se déroula sous le signe du « danger trotzkyste ». Les oppositionnels (ou prétendus tels) furent présentés comme « extrêmement habiles et adroits ». Il paraît qu'un certain J... d'Ivry est même tellement malin qu'il réussit à mettre en boîte son propre secrétaire du sous-rayon (vous vous rendez compte ?).

La stupidité de la politique de la bureaucratie stalinienne provoque donc tout de même des réactions et des protestations. Il faut que les camarades « rouspéteurs » ne se laissent pas effrayer par le spectre du trotskysme qu'ils approfondissent leur étude des causes de la fausse politique, qu'ils comprennent qu'il s'agit là de la revision du léninisme que l'on remplace par l'idéologie de la bureaucratie soviétique — le stalinisme, comportant l'édification du socialisme dans un seul pays et non plus la Révolution mondiale. Il faut que les tendances saines de la région Paris-Sud se clarifient et se cristallisent autour du drapeau léniniste de l'Opposition de Gauche.

Aux Camarades du Rayon de Lille

Les événements d'Allemagne qui s'annonçent plein de périls pour la classe ouvrière allemande par la venue d'Hitler au pouvoir, laisse indifférents les dirigeants du Parti. Il suffit de lire la presse du parti pour s'en rendre compte. Que les Hitlériens se renforcent et préparent la destruction des organisations révolutionnaires, cela semble, pour eux quelque chose de très normal.

Les camarades communistes conscients doivent se dresser devant une telle inconscience de la part de ceux qui prétendent suivre la voie de Lénine ! Nous qui sommes taxés à chaque instant de rénégats et d'être l'avant-garde de la bourgeoisie, nous nous élevons de toutes nos forces devant cette attitude honteuse et qui frise la trahison.

En effet, avant la venue d'Hitler au pouvoir, ce ne fut qu'une suite de vantardises sur la capacité du fascisme que la P.C.A. n'avait pas à craindre cela, qu'il était fort et d'ailleurs, Remmelé au Reichstag, disait, qu'une fois arrivé au pouvoir, le fascisme s'userait de lui-même ! A la veille du coup de force de la Bulow-Platz, les dirigeants allemands disaient que les 800.000 communistes de Berlin étaient assez forts pour faire reculer Hitler; le lendemain celui-ci était au pouvoir !

Voilà à quoi avait abouti la politique des Taelman, et depuis nous assistons à ce spectacle écœurant, que *les staliniens n'osent prendre leurs responsabilités* pour mener la lutte contre le fascisme, et déjà il apparaît que ces derniers envisagent la lutte sur le plan électoral en jetant l'illusion dans la masse ouvrière, comme de *véritables social-démocrates*, que le bulletin de vote peut amener la chute d'Hitler. Eh bien, non; il faut que les camarades du Parti se dressent après une politique de zig-zag, l'on se prépare à celle de la trahison.

Depuis longtemps, les oppositionnels ont dénoncé le danger fasciste en Allemagne, lorsque notre camarade Trotsky disait que la clef de la situation était en Allemagne, les staliniens du monde entier, traitaient notre camarade de contre-révolutionnaire; aujourd'hui les faits sont là. Le fascisme s'est installé au pouvoir sans une réaction de la part de la classe ouvrière, le mot d'ordre des social-démocrates et des staliniens fut : ne répondez pas aux provocations, pas de terreur individuelle, etc. Voilà comment l'on organisa la lutte contre Hitler.

Et pendant que Thaelman rejette la responsabilité de cette situation sur les social-démocrates, les nazis assassinent les ouvriers communistes et socialistes; pendant que l'on crie au social fascisme, Hitler assassine des dirigeants socials-démocrates ou les emprisonne, tout comme les communistes !

Mais des mouvements sérieux de F.U. se font jour *parmi les ouvriers* de toutes tendances, malgré les ordres des dirigeants.

A Hambourg, les ouvriers de l'usine Thorl ont décidé unanimement de faire une grève de protestation d'une heure le jour des obsèques du communiste Leuschel assassiné par un nazi ; Blassée social-démocrate, président du comité ouvrier des usines, a déclaré qu'il demanderait à l'Union des syndicats une grève générale de protestation à Harburg. La Reichsbanner également participera aux obsèques. Sur la maison du journal social-démocrate de Harburg, le drapeau rouge a été mis en berne.

« Aux funérailles de trois ouvriers de Berlin, Pieck, devant les ouvriers de toutes tendances a proclamé la nécessité du F. U. Le représentant de la Reichsbanner s'est déclaré partisan du F. U. d'action. L'impression fut profonde, tous ont senti que le camarade de la Reichsbanner parlait non seulement au nom de son groupe mais au nom de millions d'ouvriers social-démocrates ». « *Rote Fahne* ».

A Lubeck, des milliers d'ouvriers ont participé à une manifestation contre le fascisme : Frahm, jeune social-démocrate a demandé de s'opposer de toutes les forces du prolétariat contre le fascisme Gœhrs, social-démocrate également, se déclara dans les mêmes termes un comité de lutte fut constitué avec cinq communistes, 4 socialistes, un Reichsbanner et 4 sans parti.

A Tuttlingen, la direction de la Reichsbanner a décidé d'entrer en pourparlers avec le P.C. pour la lutte commune contre la terreur fasciste et la direction du P.C. locale s'est déclarée d'accord et prête à épauler leurs camarades de classe du « front de fer). Il fut décidé de faire une action commune, l'appel à la population a été accueilli partout avec enthousiasme. Nous pourrions citer d'autres cas sur le F.U., auxquels les ouvriers aspirent, ceux-là, suffisent pour condamner la ligne du parti.

Le Comité central du P.C.A. refuse, le front unique avec la social-démocratie, sous prétexte que celle-ci a pratiqué quatorze années de politique de coalition avec la bourgeoisie et que ce n'est pas du « marxisme ».

Voilà où sont tombés les chefs staliniens en Allemagne. Pour nous, il ne s'agit pas de savoir si les chefs socialistes pratiqueront demain la politique citée plus haut, il s'agit de savoir s'il faut lutter contre le fascisme. Ce qui nous importe, ce sont les millions d'ouvriers qui suivent les chefs socialistes et cela seul compte pour nous, car demain Hitler ne s'occupera pas si les Noske et les Sheidemann sont responsables de la mort de Rosa Luxembourg et de Karl Liebknecht il détruira tout ce qui s'oppose à lui, et la classe ouvrière sera réduite à l'impuissance.

Voilà, camarades communistes de Lille, ce qu'il faut comprendre et discuter dans vos cellules. Vous devez exiger des explications franches. Jusqu'à présent à part la cellule de Saint-Sauveur, aucune n'a discuté sérieusement de la question allemande.

Le P.C.F. se tait, tout le monde reste dans une politique d'attente ,l'I.C. se tait également pendant que Staline s'occupe de son absurde théorie du « Socialisme dans un seul pays »; des évènements graves surgissent dans le monde entier, en Chine, en Mandchourie, en Roumanie, et dans l'ensemble des Balkans, les ouvriers de ces pays se dressent, l'I.C. se tait, cela est un crime monstrueux, il faut exiger la convocation immédiate d'un congrès mondial de l'I. C., il faut exiger également que l'opposition de gauche y participe; dans toutes les cellules, vous devez exiger que des camarades de l'opposition apportent leurs points de vue.

C'est une question de vie ou de mort pour le mouvement communiste international. Camarades du Rayon de Lille, vous avez la parole.

De Vreyer Eugène.

A LA CONFÉRENCE DE PARIS-VILLE

Les bureaucrates excluent l'opposition du Parti, mais ils ne se privent pas de l'attaquer en son absence. A la conférence de Paris-Ville, les bureaucrates nous ont accusé de vouloir nous soumettre à Jouhaux, et... de vouloir l'unité avec la 2e Internationale !

Ils ont lu plusieurs passages de la **Vérité**, en particulier la réoslution de G. Eé. Elargie sur l'unité syndicale. Bien entendu, ils ont menti aux délégués, en falsifiant à la manière « déloyale » de Staline, nos positions.

Mais une question à Beaugrand et autres : que pensent-ils de la fusion du parti espagnol avec le parti socialiste révolutionnaire (bourgeois), de M. Balbontin ?

LA VIE DE LA LIGUE

Région parisienne

ASSEMBLEE GENERALE

Une assemblée générale intérieure de la R. P. se réunira dimanche 5 mars à 14 heures 30 précises.

Ordre du jour :

1° Discussion du document adopté par la préconférence pour servir de base à la préparation de la Conférence Internationale ;

2° Suite de la discussion sur le manifeste de la C. E. élargie.

Les camarades sont priés d'être exacts pour cette réunion importante. Ils trouveront le texte du document adopté par la préconférence dans le n° 142 (16 février) de la Vérité.

Nos camarades sont appelés à verser sans retard leur part à la souscription d'une journée de travail pour le soutien de notre section sœur d'Allemagne et de recueillir autour d'eux les souscriptions des travailleurs.

UNE REUNION PUBLIQUE DE L'OPPOSITION A CHENOVE (Dijon)

Bien que convoquée tardivement par affiches, la réunion tenue à Chenove, fief socialiste portera ses fruits. Une quarantaine de travailleurs étaient présents, qui écoutèrent dans la plus grande attention l'exposé de notre camarade **Naville** sur la situation allemande.

Après avoir exposé le rôle propre du fascisme, et en quoi il diffère du régime démocratique bourgeois, et même de la dictature militaire-bonapartiste, Naville montra qu'elle fut la tactique social-démocrate et stalinienne, qui conduisit à la tragique situation présente. Il demanda à tous les ouvriers organisés présents de se dresser, d'exiger de leurs organisations une **action** en faveur du prolétariat allemand.

Cette réunion a montré à nos camarades de Dijon qu'ils peuvent et doivent fourunir un grand travail d'agitation. Une sympathie certaine existe parmi les travailleurs avancés pour nos idées. Il faut faire une plus large diffusion de la **Vérité**, organiser systématiquement des noyaux travaillant dans les organisations ouvrières. Ainsi peu à peu le mouvement communiste pourra-t-il se redresser dans la région.

Notons que Langumier, étoile centriste régionale, ne daigna pas se déranger. Comme partout, les **responsables** n'osent pas affronter la contradiction dans nos meetings, et nous la refusent dans les leurs.

SOUS PRESSE

LA LUTTE DE CLASSES

Nous nous excusons encore du retard apporté à la parution de **La Lutte de Classes.** Les difficultés matérielles extrêmes en sont la cause.

D'autre part, nous avons indiqué qu'à l'avenir, la revue ne se trouvera à Paris que dans une dizaine de dépôts, dont nous publierons la liste. C'est pourquoi chaque lecteur à tout intérêt à s'abonner.

Au sommaire du prochain numéro : Notes sur la biographie politique de Staline (**L. Trotsky.** — Une stratégie de l'action et non des spéculations. Lettre aux camarades de Pékin (**L. Trotsky**). — Perspectives du marxisme américain (**L. Trostsky**). — Lettres d'U.R.S.S. — Lettres de Changhaï. — Résolutions adoptées à la C. E. Elargie de la L.C. ; Résolution sur la situation en France ; Résolution sur les rapports entre la fraction de gauche italienne (bordigiste) et l'O.I. — Thèse tactique du 3e Congrès de l'I.C. (1921). — Thèse sur le front unique ouvrier (C.E. de l'I.C. décembre 1921). — Articles sur la politique française, allemande. — Correspondance. — Livres et Revues, etc.

SOUSCRIPTION POUR LA « VERITE »

REÇU AU 26 FEVRIER

Anonyme, 2. — Ate, 100. — P., 100. — Groupe de Marseille (janvier), 250. — Groupe de Paris, 140. — Région parisienne (1617), 172. — Orsoni, 20 .— Rimbert, 30. — Anonyme, 2. — Ancheur, 10. — 2 camarades sympathisants, 50. — Région Parisienne (26.II), 94,20.

Total : 970 fr. 20.

Total général : 2.320 fr. 65.

SAMEDI 18 MARS 1933
SALLE DES JEUNESSES REPUBLICAINES
10, rue du Petit-Thouars. Métro Temple.
GRANDE FETE DE LA JEUNESSE OUVRIERE
Avec le concours du Groupe Théâtral « Une Graine », et de Decroux, du Théâtre de l'Atelier.
Programme :
Un acte de Jules Renard :
POIL DE CAROTTE
Chants satiriques et révolutionnaires
Chœurs parlés.
Tombola
Œuvres de Lénine et Trotzky.
Causerie sur Karl Marx et la Commune de Paris.
Billets au Siège : 23, rue des Vinaigriers.
Entrée : 0 fr. 95.

Du « Trotskysme » dans les rayons du 3e et 4e

Nous apprenons que des camarades du Comité de Rayon du 3e et 4e arrondissement ont présenté ces jours derniers une résolution sur *la question allemande* en liaison avec les problèmes les plus importants du mouvement communiste, dans laquelle ils exprimeraient un point de vue nettement proche du nôtre.

Il y a peu de temps, les communistes de Clichy-Levallois présentaient également une résolution sur le *Congrès d'Amsterdam* qui les rapprochait sensiblement de l'Opposition.

Ailleurs, les camarades du Parti discutent activement du mot d'ordre lancé par nous pour la convocation immédiate du 7e Congrès de l'I.C. avec notre participation.

Dans plusieurs rayons, des camarades, chaque jour plus nombreux, s'orientent vers nous. La crainte des exclusions, les menaces et les calomnies de la direction bureaucratique, retardent encore leur évolution. Ils n'osent pas entrer directement en liaison avec nous ; ils hésitent.

Notre tâche est de leur expliquer qu'il n'y a pas de travail sérieux de redressement en dehors de la lutte fractionnelle de l'opposition.

Ces camarades du 3e et 4e arrondissement sont parvenus à canaliser un sérieux courant dans le rayon. Beaugrand, devenu subitement un des courtiers les plus autorisés de la « ligne générale » a dû intervenir longuement pour essayer de faire applaudir son ignorance totale des problèmes politiques et ses calomnies contre les oppositionnels. Nous pensons pouvoir apporter dans la prochaine *Vérité* des renseignements plus détaillés sur la situation réelle dans le rayon.